

Eugène Varga

Article publié au 3^e trimestre de 1926 dans

La Correspondance Internationale

Source : *La Correspondance Internationale*, 22 novembre 1926, n°125, pp. 1 481-1499.

SOMMAIRE

La politique économique mondiale dans le III^e trimestre 1926

I. Aspects généraux :

Le chômage, la question du logement et l'établissement des prix.

Les effets de la grève anglaise sur la situation économique mondiale.

Les nouveaux groupements internationaux. Réparations et dettes interalliées.

II. La situation économique des principaux pays :

Allemagne.

Pologne.

France.

Italie

Constitution des cartels.

La récolte mondiale.

Angleterre.

Etats-Unis.

La politique économique mondiale dans le III^e trimestre 1926

par *Eugène VARGA*

I — ASPECTS GENERAUX

L'économie mondiale de ces derniers mois a été fortement influencée par la grève anglaise du charbon qui dure depuis plus de six mois. Dans les pays européens producteurs de charbon on constate une forte augmentation de la production et en particulier de l'exportation du charbon. L'industrie du fer et de l'acier a également profité en partie de l'arrêt de la production anglaise. L'absence durable de production de la part d'environ deux millions d'ouvriers en Angleterre a eu naturellement de larges répercussions dans la vie économique. La marche de la conjoncture est différente suivant les pays.

Dans les Etats-Unis, la situation reste jusqu'à maintenant favorable. Les symptômes défavorables sont tout à fait insignifiants. L'activité dans le bâtiment a manifestement dépassé son point culminant. Le besoin en logements dans les villes est presque couvert par les nouvelles constructions. On parle également dans l'industrie de l'automobile d'une saturation imminente des besoins, mais la bonne marche des affaires continue actuellement aux Etats-Unis en dépit de la baisse des prix.

La vie économique de l'Angleterre a été extrêmement atteinte par la grève du charbon. Les pertes déjà subies s'élèvent à des centaines et des centaines de millions de livres. On ne peut encore apprécier le dommage causé par la perte pour le moins provisoire de marchés importants d'exportation pour le charbon, le fer et le textile. La bourgeoisie anglaise qui veut de toutes ses forces porter un grand coup au mouvement syndical ne recule pas devant les frais énormes de la lutte. La situation économique des pays producteurs de charbon en Europe : l'Allemagne, la Pologne, la Belgique, s'est fortement améliorée sous l'influence de la grève anglaise. Il est difficile de déterminer dans quelle mesure des raisons internes ont contribué, en dehors de la grève des charbons, à cette amélioration.

En revanche, on constate une aggravation très nette dans la situation économique de l'Italie et de la Tchécoslovaquie. Les pays Scandinaves qui sont maintenant en train de retourner à la parité or, ont également à lutter avec de grandes difficultés économiques.

Sur le terrain de la politique économique, l'événement ^plus considérable est la conclusion du cartel de l'acier de l'Europe continentale. Le courant pour la formation de cartels internationaux qui jusqu'ici n'avait réussi que dans de petites régions enregistre ainsi un progrès décisif. Sans aucun doute, la conclusion du cartel de l'acier sera suivie dans un temps très bref d'accords semblables en ce qui concerne le fer brut et les industries de transformation du fer et de l'acier.

L'industrie lourde anglaise qui s'est concentrée dans une mesure infime, faute de droits protecteurs, nationaux et qui manque d'une organisation unifiée, reste pour l'instant à l'écart du cartel de l'acier continental qui groupe l'Allemagne, la France, la Belgique et le Luxembourg comme aussi — dans un avenir prochain — l'Autriche, la Tchécoslovaquie et la Pologne. La visite collective de gros industriels allemands au début d'octobre en Angleterre et la formation d'un Comité des industriels anglais et allemands peut préparer l'entrée de l'Angleterre dans la formation d'un cartel européen, étant donné surtout que le problème des mines anglaises de charbon ne peut pas être résolu, même au cas d'une défaite des ouvriers sans un accord international concernant l'exportation du charbon.

La formation du cartel de l'acier de l'Europe continentale et le rapprochement économique et politique de l'Allemagne et de la France permettent les combinaisons politico-économiques les plus différentes, les plus opposées. On parle d'un bloc franco-allemand et d'un bloc anglo-italien; l'Italie est atteinte durement par la cartellisation de l'industrie lourde européenne, car elle est dans l'obligation d'importer en grande quantité aussi bien le charbon que le fer et l'acier. Aussi est-il compréhensible que l'Angleterre qui a de toute tradition utilisé l'antagonisme entre l'Allemagne et la France pour dominer les continents européens, cherche un contrepois au rapprochement franco-allemand. Mais nous croyons que tout ne va pas au mieux, que les intérêts se croisent dans les directions les plus différentes, et que c'est par trop simplifier le problème que d'opposer le bloc franco-allemand au bloc anglo-italien.

D'autre part, la formation du cartel de l'acier, le rapprochement politique de l'Allemagne et de la France signifient dans une certaine mesure une union de l'Europe contre les Etats-Unis et leur puissance croissante en Europe. Mais cette tendance n'est également pas la seule, car dans beaucoup de questions, l'Angleterre et les Etats-Unis ont une action parallèle; d'autre part, la base du rapprochement franco-allemand, la mobilisation des obligations des chemins de fer, ne peut être réalisée sans la coopération des Etats-Unis. La situation est donc très compliquée et en effervescence continuelle. Une seule chose reste certaine : la lutte de tous les Etats capitalistes pour les marchés et l'appropriation des sources de matières premières et dans la poursuite de ces buts, une préparation à de nouveaux conflits impérialistes, mal dissimulée par des alliances pacifistes et l'idéologie de la S. d. N.

1. — LE CHOMAGE, LA QUESTION DU LOGEMENT ET L'ETABLISSEMENT DES PRIX

Le chômage, dans les pays dont la monnaie n'est pas encore stabilisée comme la France, la Belgique et l'Italie, est insignifiant, quoiqu'en Italie il ait une tendance à augmenter ; en Angleterre, le nombre des chômeurs est, autant qu'on puisse en juger, chiffré trop bas. Les statistiques de la production ne concordent pas du tout avec le petit nombre de chômeurs tel qu'il résulte des chiffres officiels. Un seul exemple : dans l'industrie du textile, on travaille une semaine et on chôme deux semaines. Or, ce fait n'apparaît pas du tout dans la publication du nombre des chômeurs. Le chômage a fortement diminué en Allemagne. Ici, jouent leur rôle la grève anglaise du charbon, la saison plus favorable, la suppression sur une échelle de plus en plus grande de l'indemnité aux chômeurs et pour une petite part aussi l'amélioration de la conjoncture dans le pays.

Ce qui prouve qu'il n'y a pas d'amélioration dans le chômage, ce sont les chiffres comparatifs dans les mois de juillet 1925 et 1924, ce mois étant le dernier pour lequel nous ayons des statistiques de tous les pays. On y constate une forte augmentation du chômage. On ne voit pas de signe qui montre actuellement que, en dépit de la stabilisation relative du capitalisme le chômage, en tant que phénomène durable dans la période de déclin du capitalisme, serait en train de disparaître.

Le processus de stabilisation des monnaies a continué à faire de nouveaux progrès dans ces derniers mois. En général, les monnaies non stabilisées marquent une courbe ascendante à l'exception de la monnaie espagnole qui a subi une petite dépréciation. Parmi les monnaies qui sont d'ordinaire soumises à des oscillations assez grandes, le franc français, abstraction faite de ses oscillations journalières, est resté assez stable, dans ces derniers mois. La monnaie polonaise s'est améliorée d'environ 15 % par rapport au dollar ; la monnaie italienne a surmonté la chute de son cours pendant le deuxième trimestre et elle a même dépassé d'environ 4 cents par lire le cours qu'elle avait atteint avant cette chute. Le Danemark et la Norvège s'efforcent d'atteindre à nouveau la parité de l'or, ce premier pays y a déjà réussi, mais il reste pour la Norvège un chemin assez considérable à parcourir.

La stabilisation du franc belge semble assez proche de sa réalisation. La Belgique obtiendra un grand emprunt extérieur en Angleterre et en Amérique : on parle de cent millions de dollars. En outre les banques centrales d'émission, sous la direction de la Banque d'Angleterre, ouvriront à la Banque d'émission belge un crédit s'élevant à 30 millions de dollars. La Banque du Reich allemand prend part également à cette action de soutien, ce qui est quelque chose de nouveau et d'important dans la politique monétaire internationale et peut être regardé comme le témoignage que le monde financier anglo-américain considère la monnaie allemande comme assez solide pour que la banque d'émission allemande puisse participer à des actions internationales de soutien.

Le bilan commercial de l'Angleterre a été très défavorablement influencé par la grève du charbon et la Banque d'Angleterre a été obligée, dans ces dernières semaines de jeter sur le marché mondial d'assez grandes quantités d'or pour assurer la parité de la livre. Nous n'avons pu savoir si le crédit de trois cent millions de dollars qui a été accordé par l'Amérique à l'Angleterre lorsque la livre, fut portée à la parité or, a été mis à contribution par la Banque d'Angleterre.

La réforme de la monnaie hindoue qu'en entreprend actuellement, mérite qu'on s'y intéresse particulièrement. La monnaie hindoue doit être stabilisée sur la base de l'or à raison de 1 shilling 6 pence pour une roupie. Mais on ne mettra pas l'or en circulation et on créera une garantie-or en assurant la parité de la roupie dans la limite des gold points par des achats et des ventes d'or. Le papier monnaie et les monnaies d'argent continueront à servir de monnaie de circulation.

Cette sorte de réforme monétaire a provoqué une forte opposition dans l'aile bourgeoise des nationalistes hindous. Chacun sait que les Indes sont un des réservoirs d'or les plus considérables. Il n'y a pas de pays au monde où l'or soit employé en quantités plus considérables sous forme de trésors, de parures et de matières premières pour les objets d'art. Or, l'opposition pense que l'introduction de la circulation de l'or dans les Indes serait à même de transformer des quantités énormes de métal en monnaie d'or et que, de ce fait, un capital colossal deviendrait disponible pour la vie économique des Indes de sorte que ce pays ne serait plus à la merci d'une importation de capital, mais qu'il deviendrait lui-même un des pays de grande exportation de capital, ce qui heurterait, évidemment, les intérêts du monde bancaire anglais. Mais nous aurons l'occasion de traiter une autre fois de façon plus complète cette question.

Les prix dans les pays à monnaie stabilisée depuis un certain temps montrent une tendance continue à la baisse. Dans les Etats-Unis, l'index des prix a baissé de dix points depuis le commencement de l'année. Comment une bonne et durable situation économique se concilie avec des prix en baisse continue (à signaler que cette baisse atteint surtout les marchandises industrielles) serait à expliquer. En Allemagne, cette tendance est composée par l'élévation des droits de douane. Le mouvement des prix dans les pays à monnaie vacillante suit évidemment la courbe des changes.

2. — LES EFFETS DE LA GREVE ANGLAISE DU CHARBON SUR LA SITUATION ECONOMIQUE MONDIALE

Comme nous l'avons déjà signalé au début, la grève anglaise du charbon a eu des effets profonds sur l'économie mondiale. On peut les caractériser de la façon suivante :

- 1° Une forte élévation de la production dans les pays européens producteurs de charbon ;
- 2° Une grande diminution des stocks de charbon sur le carreau des mines ;
- 3° Une transformation complète dans la direction de l'exportation du charbon sur le marché mondial ;
- 4° Une élévation du prix du charbon ;
- 5° Une disette de charbon et des interdictions d'exportation en Europe ;
- 6° Une forte élévation des prix des frets.

Le résultat général est une amélioration de la situation dans les pays où l'industrie lourde joue un rôle prépondérant.

- 1° La production mondiale en charbon présente le tableau suivant :

PRODUCTION MONDIALE DE CHARBON (EN MILLIONS DE TONNES)

Moyenne par mois	Angleterre	Allemagne	France	Pologne	Belgique	Tchécoslovaquie	Etats-Unis
1913	24,3	11,7	4,8	3,0	1,9	1,2	43,1
1923	23,5	5,2	4,0	3,0	1,9	1,0	49,3
1924	22,6	9,9	4,9	2,7	1,9	1,2	42,3
1925	20,6	11,1	5,1	2,4	1,9	1,1	44,2
1926 (avril)	21,9	10,1	5,3	2,2	2,0	0,9	43,8
— (mai)	—	10,7	5,0	—	1,8	0,9	42,7
— (juin)	—	11,8	5,5	—	2,1	1,0	46,2
— (juillet)	—	13,1	5,6	2,6	2,1	1,0	47,3
— (août)	—	12,9	5,5	2,7	2,1	—	47,3
— (sept.)	—	12,9	—	—	—	—	—

Bien que les statistiques ne dépassent pas août, on constate une forte augmentation par rapport au mois d'avril dans tous les pays producteurs de charbon. La plus grande augmentation se constate en Allemagne, qui est, comme on sait, le concurrent principal de l'Angleterre sur le marché mondial. La production y a passé de 10 millions de tonnes à 13 millions ;

2° La consommation a été plus forte que la production courante, de sorte que le charbon sur le carreau des mines a presque complètement disparu dans la région de la Ruhr, qui, comme on sait, disposait, avant la grève anglaise, de 9 millions de tonnes de stocks.

« Les stocks de charbon des mines ont diminué en août d'environ 200 000 tonnes et ils sont presque enlevés complètement. Les stocks du Syndicat en charbon et en coke sont également en diminution. » (D. A. Z., 10 septembre 1926.)

Il ne reste, dans la région de la Ruhr, que du charbon en poudre et du coke en grande quantité, mais, dans ces derniers temps, on a procédé à de grandes ventes de ces dernières sortes de charbon, qui ne trouvent d'ordinaire aucun écoulement.

« Un des phénomènes les plus réjouissants de la grève anglaise du charbon pour la région minière de la Ruhr, c'est de voir que ces sortes inférieures de charbon trouvent également des acheteurs. » (Courrier de la Bourse (Börsen-Courier), 17 septembre 1926,)

Les stocks de charbon en Belgique et dans la Haute-Silésie sont complètement enlevés, de sorte que l'exportation se fait directement au sortir du puits ;

3° L'orientation de l'exportation du charbon dans l'économie mondiale est complètement sens dessus dessous du fait de la grève du charbon. Alors qu'en temps normal, l'Angleterre est le principal pays d'exportation du charbon dans le monde, actuellement le charbon est transporté de tous les coins du monde vers l'Angleterre.

Les chiffres suivants donneront une idée de la situation quantitative. L'expédition du charbon anglais s'élevait en temps normal à environ 6 millions et demi de tonnes par mois. Cela constitue le contingent principal de toute l'exportation internationale de charbon. Grâce à la grève du charbon, il s'est produit un mouvement inverse. L'importation en Angleterre s'est élevée, jusqu'à la fin d'août, à 7 millions 600 000 tonnes : l'importation, dans le seul mois d'août, a atteint presque 4 millions de tonnes. L'importation de septembre a été aussi forte, et il est à prévoir, d'ici la fin d'octobre, que l'importation totale aura atteint 15 millions de tonnes.

Les quantités importées proviennent, suivant des renseignements qui ne sont pas absolument sûrs, pour moitié, des Etats-Unis et, pour l'autre moitié, d'Allemagne et de Pologne.

EXPORTATION DE CHARBON (NET) D'ALLEMAGNE (EN 1 000 TONNES)

Moyenne du mois de janvier à avril 1926	768
Mai	1 580
Juin	2 364
Juillet	3 522
Août	3 734

Après l'Allemagne, c'est la Pologne qui a tiré le plus grand profit de la grève des charbons. L'exportation en charbon de la Pologne s'est élevée à un peu plus de la moitié de celle de l'Allemagne. Mais, par comparaison avec sa production totale, la Pologne a exporté infiniment plus que l'Allemagne. En août, son exportation a atteint les 4/5^e de la production totale de la Pologne :

EXPORTATION DE LA POLOGNE (EN 1 000 TONNES)

Dans le premier semestre 1926, moyenne par mois	734
Juin	1 391
Juillet	1 991
Août	2 177

En ce qui concerne la valeur de l'exportation, il est difficile de donner une appréciation. On peut compter environ 20 marks par tonne, de sorte que les recettes supplémentaires pour l'Allemagne s'élèvent mensuellement à 60 millions de marks, et pour la Pologne, à environ 40 millions de marks. Cette exportation supplémentaire a été d'une importance toute particulière pour la monnaie polonaise.

4° Il est évident que, étant donné le déficit actuel de la production anglaise qui s'élève d'ordinaire à un peu plus de la moitié de toute la production européenne, les prix se sont partout beaucoup élevés. En Angleterre même le charbon coûte actuellement environ quatre fois son prix normal. En Allemagne, où les prix du charbon sont contrôlés, les industriels ont réussi à imposer une élévation des prix intérieurs.

La grève anglaise du charbon a amené une situation magnifique pour l'industrie allemande du charbon et avant tout pour les mines de charbon de la Ruhr. D'autant plus que, comme on sait, la production par tête d'ouvrier, grâce à la rationalisation des charbonnages, est déjà considérablement plus élevée qu'avant la guerre. Alors qu'en juin 1913, il y avait 420 000 ouvriers d'occupés dans les mines de charbon de la Ruhr, il n'y en avait plus, en juin 1926, que 366 000 qui produisaient à peu près autant que les 420 000 avant la guerre. Depuis on a embauché de nouveaux ouvriers, on a supprimé les heures de repos de sorte qu'on peut parler aujourd'hui d'une situation exceptionnelle dans les mines de charbon de la Ruhr, situation qui rapporte des profits magnifiques au patronat.

Vu l'élévation des prix intérieurs allemands pour le charbon, la Belgique a renoncé aux livraisons des réparations et elle se procure maintenant son charbon dans le commerce libre ;

5° La disette du charbon. — Bien que la production du charbon se soit partout élevée considérablement grâce à l'embauche de nouveaux ouvriers, à la suppression des heures de repos et à une pression systématique sur les ouvriers pour leur faire faire des heures supplémentaires, il semble bien que la surproduction européenne ne suffit pas à couvrir les besoins.

Dans différents pays, on s'est plaint de la disette de charbon. En Belgique, on a introduit en août une réduction de l'exportation du charbon, de sorte que les quantités exportées ne doivent pas dépasser celles du mois d'avril. En France, l'exportation de charbon en Angleterre est complètement interdite. Il règne une forte disette de charbon en Danemark, en Norvège et en Suède Occidentale où on a été obligé de revenir beaucoup au chauffage au bois. Il a fallu également réduire la production de quelques usines à gaz. En Allemagne, il règne dans certaines contrées, en particulier dans l'Allemagne du Sud, une forte disette de charbon et on craint de manquer de charbon cet hiver.

Pour remédier à la disette de charbon dans l'Allemagne du Sud le syndicat charbonnier rhéno-westphalien a autorisé ses clients de l'Allemagne du Sud à acheter du charbon silésien. (Les charbonnages de la Ruhr vendent dans l'Allemagne du Sud du charbon seulement aux consommateurs qui s'engagent à ne pas employer du charbon d'autre provenance). Le syndicat du

charbon procède ainsi à une certaine répartition du combustible et il empêche les commerçants ou les consommateurs de charbon de faire des provisions dépassant la normale ;

6° Elévation des prix des frets. — Le changement de l'orientation du trafic mondial du charbon a amené une forte élévation des prix des frets et provisoirement une disette de tonnage. La raison de ce phénomène bizarre — bizarre parce qu'on transporte moins de charbon que d'ordinaire — résulte du fait qu'en temps normal les navires anglais transportent du charbon dans d'autres pays et ramènent en Angleterre comme fret de retour d'autres marchandises lourdes : bois, matières premières, céréales, etc. Mais actuellement les navires qui amènent en Angleterre des matières premières et des denrées alimentaires n'ont pas de charbon comme fret de retour, ils reviennent à vide, ce qui aboutit dans la pratique à utiliser le tonnage seulement à moitié. Voici les chiffres des frets :

	1926	1925
Janvier	100,6	114,5
Avril	88	104,2
Mai	88,2	98,2
Juin	93	91,7
Juillet	101	94,9
Août	106,7	95,9
Septembre	111,6	98,9

C'est en juin que la situation s'est renversée et que l'index a dépassé le niveau de l'année précédente. Il faut compter dans les mois prochains avec une nouvelle et forte augmentation des frets. En résumé, on peut dire que la grève anglaise a produit une déformation d'une ampleur extraordinaire dans tout le trafic international de la navigation. Ses conséquences se feront encore sentir pendant de longs mois après la fin de la grève. Nous nous occuperons des conséquences de cette grève du charbon en Angleterre lorsque nous traiterons plus spécialement de ce pays.

3. — LES NOUVEAUX GROUPEMENTS INTERNATIONAUX.

LES REPARATIONS ET LES DETTES INTERALLIEES

Le développement d'après-guerre du capitalisme mondial est caractérisé par de formidables regroupements de forces. L'importance de l'Europe a diminué, celle des autres continents a grandi. L'échange des marchandises et l'exportation du capital, ces deux formes les plus importantes de liaisons des différents capitalismes nationaux, dont les lignes principales convergeaient autrefois vers l'Europe Occidentale décrivent de plus en plus maintenant leurs ellipses autour de l'Europe. L'exportation de l'Europe qui, en 1913, constituait environ les 2/3 de l'exportation mondiale a été, en 1925, réduite à environ la moitié. A l'intérieur de l'Europe on constate un regroupement ininterrompu des économies des différents Etats. Le capitalisme allemand — comme nous l'avons déjà montré dans l'introduction — a fait dans ces dernières années, de grands progrès, mais il n'a pas résolu son problème principal : la création de débouchés sur le marché mondial. Il est enchaîné par la paix de Versailles et par les réparations. Le capitalisme anglais souffre beaucoup de la déflation qui

l'oblige à des luttes sévères avec sa classe ouvrière et lui fait perdre de plus en plus ses surprofits coloniaux. La France lutte pour la stabilisation de sa monnaie. L'Italie lutte en apparence pour trouver du travail pour sa population surabondante, mais, en réalité, pour son expansion impérialiste. Tous ces pays sont autant de débiteurs à l'égard des Etats-Unis. Tous regardent avec crainte l'Union Soviétiste, car ils ont un besoin pressant de son marché pour leurs débouchés et parce qu'ils ont peur de son influence révolutionnaire.

Le résultat de cette situation extrêmement compliquée, c'est la recherche de nouvelles issues, la création de nouveaux rapports. Tous ces pays, sous le manteau de belles protestations de paix et de l'idéologie de la S. d. N., se préparent à de nouvelles guerres.

Pendant que les gouvernements défendent les intérêts de leurs bourgeoisies d'une façon diplomatique à la S. d. N. et en dehors de celle-ci avec de belles paroles ou des expéditions punitives, la bourgeoisie fait directement de la politique extérieure. La bourgeoisie de l'industrie lourde crée le cartel international de l'acier, des industriels allemands s'en vont en Angleterre et en Amérique, ce ne sont que luttes pour les débouchés, luttes pour les sources de matières premières. Nous essaierons, par la suite, de montrer quelle forme concrète ont déjà prises ces nouveaux groupements.

Les versements des réparations s'élèvent à 1 500 millions de marks

Dans la troisième année des réparations, l'Allemagne devait verser 1 200 millions de marks-or. Mais, en réalité, après un accord à l'amiable, elle a accepté de verser 300 millions de plus, c'est-à-dire 1 500 millions.

Comment cela a-t-il été possible ?

L'accord de Londres stipule (annexe 1 de la première partie, chap. 1, parag. 2, appelé « le petit index de prospérité ») ;

« Lorsque le produit des sources de recettes contrôlées (droits de douanes, impôts sur l'eau de vie, la bière, le tabac et le sucre) dépassera un milliard la troisième année, les versements budgétaires s'élèveront chaque fois d'un tiers du surplus sans pourtant que ce tiers puisse dépasser 250 millions de marks. »

C'est ainsi que la politique financière égoïste de la bourgeoisie allemande, en basant son budget sur les impôts indirects, a permis l'élévation des versements des réparations.

Dans le dernier trimestre les recettes des impôts gagés ont atteint :

	Millions de marks
tabac	220
sucre	142
bière	142
eau-de-vie	93
droits de douane	414
Total	1 011

Dans l'année entière ces impôts produiront plus du double du milliard qui avait été prévu dans le plan Dawes. En conséquence l'Allemagne devrait, dans les deux années suivantes — les 4^e et 5^e années des réparations — payer chaque fois 250 millions de marks de plus. Si au lieu d'élever les

impôts indirects on avait élevé les impôts directs, ce versement supplémentaire aurait été épargné à l'Allemagne :

Les politiciens nationalistes allemands qui prêchent continuellement la haine contre l'Entente ont, grâce à leur politique fiscale favorisant les classes possédantes, créé eux-mêmes cette situation pour la plus grande joie des Français !

Par un accord particulier le gouvernement allemand réussit à s'acquitter de ce versement supplémentaire en payant, au lieu de deux fois 250 millions de marks dans les 4^e et 5^e années, 300 millions cette année en douze mensualités. L'accord prévoit que les paiements ne se feraient pas en argent, mais exclusivement en livraisons en nature.

La discipline de la presse bourgeoise allemande est telle que personne ne s'est ému de cette nouvelle charge de l'Allemagne et que l'accord du gouvernement avec l'agent des réparations a été présenté comme un succès pour l'Allemagne puisqu'elle avait obtenu un très fort escompte à cause de son versement anticipé.

Les versements de la deuxième année des réparations ont d'ailleurs été versés ponctuellement de la façon suivante :

243 millions de marks produits par le droit de 26 % à l'entrée des marchandises en Angleterre et en France ;

65 millions de transfert d'argent (pour la première fois) ;

656 millions de livraisons en nature.

Le reste de la somme a été versé sous la forme d'impôts pour l'emprunt Dawes, de frais d'occupation, etc.

Le dépouillement de la population laborieuse allemande par la bourgeoisie de l'Entente continue actuellement de façon ponctuelle.

Thoiry ou la mobilisation des obligations de chemins de fer.

Le rapprochement politique franco-allemand qui est caractérisé par le nom de Thoiry est le reflet politique de l'union économique croissante entre les grandes bourgeoisies allemande et française. Le traité de Versailles a détruit beaucoup de liaisons économiques. Il a déchiré le monopole allemand de la potasse en faisant passer l'Alsace et les mines de potasse d'Alsace à la France. Il a séparé le charbon allemand du minerai de Lorraine. Depuis que la tentative de la France pour abattre l'Allemagne par l'occupation de la Ruhr a échoué, les bourgeoisies allemande et française se sont rapprochées par toute une série de négociations et d'accords privés : accords de la potasse, accords de l'acier, coopération dans les livraisons en nature intéressant l'industrie du bâtiment, etc., réalisant ainsi une interpénétration de leurs intérêts.

Mais cette modification de la base économique ne se réalise que difficilement dans la superstructure idéologique, dans la politique. La grande bourgeoisie a déjà noué des liens étroits d'amitié mais ses partis politiques, sa presse, ses agents politiques continuent des deux côtés du Rhin à pousser leurs anciens cris de guerre, quoique d'une voix de plus en plus faible. Les protestations d'amitié entre Briand et Stresemann sont l'expression politique de la modification de la base économique.

Mais quel a été le véritable contenu de Thoiry ? Toutes les nouvelles s'accordent à dire que l'Allemagne va aider financièrement la France dans sa stabilisation, qu'en revanche la France évacuera complètement la Rhénanie dans un court laps de temps et qu'elle rendra immédiatement la région de la Sarre à l'Allemagne contre la somme qui a été prévue dans le traité de paix. En outre, le contrôle militaire interallié serait supprimé et l'Allemagne réaliserait son désarmement et se soumettrait à un contrôle plus sévère de ses armements par la S. d. N.

Comment l'Allemagne peut-elle aider financièrement la France ? Par la mobilisation des obligations de ses chemins de fer.

Dans l'esprit du plan Dawes, on a établi 11 milliards de marks-or d'obligations des chemins de fer du Reich qui ont été remises au syndic, le Belge Delacroix. Cette dette doit, au bout de la quatrième année, rapporter 5 % d'intérêts et 1 % d'amortissement.

Or, d'après le plan Dawes, l'Allemagne ne dispose pas du droit de vendre ses obligations, droit dévolu à Delacroix. Dans cette question, l'Allemagne, du point de vue du droit formel n'a donc rien à dire du tout.

Pourquoi a-t-on besoin de l'aide de l'Allemagne ?

Le droit de l'Entente de vendre les obligations est en contradiction avec le principe fondamental du plan Dawes d'après lequel le transfert n'est autorisé que si la monnaie allemande ne doit pas en souffrir. Si les obligations sont vendues, la dette des réparations qui est une dette contractée entre Etats, se transforme en une dette de l'Etat allemand à des particuliers et les intérêts et les amortissements doivent être obligatoirement transférés sans tenir compte des répercussions sur la monnaie allemande, car chaque possesseur d'obligations a le droit absolu de recevoir ses intérêts. Or, jusqu'ici l'Allemagne a fait tous ses versements des réparations au moyen d'emprunts étrangers. Il n'est pas encore sûr que l'Allemagne puisse payer les réparations par ses propres moyens. C'est pourquoi il se manifeste une résistance de la part de l'opinion publique allemande contre la mobilisation des obligations de chemin de fer, c'est-à-dire contre un nouvel emprunt étranger en faveur de l'Entente. Nous le répétons, du point de vue du droit formel, l'Allemagne n'a rien à dire dans cette affaire. Mais personne ne voudrait acheter les obligations si l'Allemagne s'élevait contre l'emprunt. Une autre difficulté, c'est que ces obligations ne rapportent que 5 % d'intérêt et, comme actuellement de bons emprunts allemands rapportent 7 % et même davantage, ces obligations ne pourraient être vendues qu'à un prix très bas, peut-être à 70 ou 80 % de leur valeur. Le cours de la vente est absolument indifférent à l'Allemagne, car cela ne change en rien ses obligations de versements. La France, qui a un pressant besoin d'argent, s'en contenterait. Mais l'Angleterre, qui n'a pas de besoin d'argent pressants, fera des difficultés, car elle peut espérer que, plus tard, lorsque le crédit allemand se sera de nouveau amélioré, elle pourra toucher le montant complet des obligations.

Il est évident qu'on ne saurait parler de jeter sur le marché les 11 milliards de marks d'obligations. Le marché mondial des capitaux n'y suffisent pas. Mais on peut le faire pour un milliard 1/2 à 2 milliards 1/2 de marks, et encore leur placement n'est possible que s'il y a participation des capitaux américains.

Les dettes interalliées et la vente des obligations de chemins de fer.

Sans la participation de l'Amérique, le placement d'une grande quantité d'obligations de chemins de fer pourrait difficilement réussir. Or, le gouvernement américain est d'avis que la France n'obtienne d'aide financière que lorsqu'elle aura ratifié au préalable l'accord de Washington.

Poincaré a bien fait plusieurs tentatives pour propager en France l'idée de la ratification des dettes, mais il s'est toujours heurté à une si forte résistance de l'opinion publique, qu'il a toujours été obligé de battre en retraite. Le peuple français, appauvri et aigri par l'inflation, ne veut pas comprendre qu'il lui faut payer une dette qui a été contractée au cours d'une guerre commune. C'est en vain que Mellon, dans sa réponse à Peabody, prouve par des chiffres que, grâce à l'accord Mellon-Bérenger, toutes les dettes qui proviennent d'avant l'armistice ont été rayées et que la France n'a à payer et à amortir que les dettes contractées plus tard. On ne veut rien savoir en France d'un paiement à l'Amérique, du moins aussi longtemps qu'il subsiste le danger de voir l'Allemagne ne pas payer les réparations. C'est pourquoi on exige la clause de sauvegarde qui permet à la France de faire dépendre ses versements des versements allemands des réparations, et la clause de transfert qui permet à la France, — comme le plan Dawes à l'Allemagne, — de ne faire de versements des réparations que si par le transfert, la stabilité de sa monnaie n'est pas compromise.

Poincaré peut attendre pour l'instant. Le franc s'est stabilisé ces derniers mois, et le budget est assez bien équilibré. On a réussi, par quelques petits emprunts en Hollande et en Suisse à reconstituer le fonds Morgan. Aucun danger immédiat ne menace la monnaie française. Beaucoup de Français espèrent que les élections au Congrès qui ont lieu en novembre amèneront une modification dans l'attitude des Etats-Unis à l'égard de la France dans la question des dettes. Quelques voix isolées — Baker, Peabody, Simonds — se font entendre, en effet, en Amérique, en faveur des dettes ou tout au moins d'un nouveau règlement. La grande démonstration des mutilés de guerre contre l'Amérique à cause de la question des dettes, a fait une forte impression aux Etats-Unis. Mais Mellon, qui vient de passer quatre mois en Europe, a déclaré à son retour que tout va bien en Europe et en particulier en France et qu'on n'a pas besoin de rien changer à l'accord sur les dettes.

« Mellon s'est prononcé contre les plans franco-allemands qui tendraient à obtenir un assainissement de la monnaie française par la mobilisation des obligations des chemins de fer allemands. Le gouvernement américain ne pourrait soutenir ces efforts que si la France ratifie l'accord de Washington et si elle s'adresse au marché bancaire américain ou anglo-américain pour le lancement d'un grand emprunt monétaire qui pourrait être garanti par la part des obligations des chemins de fer du Reich qui revient à la France. Un nouvel examen de l'ensemble des dettes européennes ne pourrait être recommandé qu'après la réalisation de l'assainissement des monnaies européennes lorsqu'on pourrait se rendre vraiment compte de la productivité de l'Europe. » (Bergwerkzeitung, 29 septembre 1926).

On dit que les grands banquiers américains et les ambassadeurs des Etats-Unis en Europe qui se sont réunis au début d'octobre à Washington, se sont ralliés à l'opinion Mellon. La France n'obtiendra de l'aide que si elle ratifie préalablement l'accord. Ce qui contredit ce fait, c'est qu'on raconte qu'un consortium international gigantesque est en formation pour lancer les obligations de chemins de fer du Reich. Les membres de ce consortium seraient Schröder de Londres, Schröder d'Amérique, Blyth Witter et C^o d'Amérique, l'Union Parisienne, la Dresdner Bank, ainsi que les grandes banques d'émission de Belgique, de Hollande, de Suisse, de Tchécoslovaquie, de Suède et

d'Autriche. La *Taegliche Rundschau*, l'organe de Stresemann, donne comme certain que le but de consortium est bien le lancement des obligations de chemins de fer du Reich.

Mais, il est surprenant qu'il manque sur cette liste les grandes banques d'émissions américaines. Il faut attendre pour voir quelle suite prendra cette affaire.

La question du règlement des dettes françaises, ne s'est pas modifiée dans ces derniers mois, ni l'accord anglais, ni l'accord américain n'ont été ratifiés, rien n'est changé.

II. — LA SITUATION ECONOMIQUE DES PRINCIPAUX PAYS

I. — ALLEMAGNE

Le chemin du capitalisme allemand.

Il règne ces derniers mois dans une partie de la bourgeoisie allemande un fort optimisme concernant l'avenir économique de l'Allemagne, et cet optimisme est partagé également par d'autres cercles. Les cours en Bourse qui ont doublé cette année, l'augmentation continue de l'épargne ; la formation dans le pays de nombreux monopoles et la position dominante de la bourgeoisie allemande dans la formation des cartels internationaux ; l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations avec un siège permanent sont autant de raisons qui donnent créance à l'opinion que, malgré les fortes crises économiques qui dureraient encore ces mois derniers, le capitalisme allemand est assuré d'un essor durable.

Mais ce qui a contribué à cet optimisme, c'est le coup d'œil rétrospectif sur le chemin qu'a parcouru le capitalisme allemand dans ces trois dernières années. En octobre 1923, celui-ci semblait être au bord de l'abîme. La monnaie allemande tendait par bonds vers zéro ; plus de circulation de marchandises, car personne ne voulait échanger des valeurs réelles contre du papier allemand. Les ouvriers, affamés, se révoltaient, le P. C. A. considérait comme sa tâche immédiate le renversement de la bourgeoisie et il s'y préparait...

La bourgeoisie allemande, par son travail, a trouvé une issue à cette situation désespérée. Comparativement avec la situation d'il y a trois ans, le capitalisme allemand a traversé un processus formidable de stabilisation. Seuls des fous pourraient le nier.

Mais cela signifie-t-il qu'un long essor attend maintenant le capitalisme allemand ? Et que les contradictions énormes de l'économie allemande soient résolues ? Pour pouvoir donner une réponse à cette question il nous paraît nécessaire de nous efforcer de soumettre à un examen nouveau et approfondi le développement économique de l'Allemagne dans ces dernières années, ainsi que la situation de l'économie allemande dans le cadre de l'économie mondiale et par comparaison avec l'époque d'avant-guerre.

Un tel examen se heurte à de grandes difficultés. Les résultats du recensement des usines et des professions pour l'année 1925 n'ont pas été jusqu'ici publiés (sauf quelques extraits). Nous n'avons aucun tableau statistique de la structure de l'économie, ni des modifications qui s'y sont produites depuis 1907 ; nous ne savons pas comment s'est modifiée la structure sociale de la

population dans ces vingt dernières années. Nous n'avons aucune statistique sérieuse de la production en dehors de celle de l'industrie lourde. Les chiffres du commerce extérieur, par suite des changements territoriaux, des différences de prix, et du fait aussi que les livraisons des réparations ne sont pas comprises dans la statistique d'exportation, sont difficiles à comparer, etc., etc... Cet exposé s'en trouvera donc renfermer inévitablement des erreurs d'ordre quantitatif, mais nous pensons que ces fautes sont maintenues dans des limites telles que notre façon de poser les problèmes et d'en tirer des conclusions en restera néanmoins exacte.

Donnons tout d'abord le résultat de nos recherches : en dépit du grand progrès incontestable de ces trois dernières années, l'économie allemande n'a atteint par tête d'habitant ni dans la production, ni dans la consommation le niveau d'avant-guerre et cela malgré l'aide d'un fort afflux de capital étranger. On n'a pas résolu la contradiction entre les possibilités de la production et son utilisation, la question de trouver du travail pour l'armée des millions de chômeurs n'est pas non plus résolue, pas plus que la question de savoir si le plan de réparations peut être exécuté sans ébranler la vie économique allemande et si les produits fabriqués allemands pourront trouver des débouchés en quantité suffisante sur le marché mondial...

Un essor prolongé de l'économie allemande jusqu'à son niveau d'avant-guerre et même au delà, n'est aucunement assuré et à notre avis, il est tout à fait invraisemblable. Il pourrait seulement avoir lieu :

1° Au cas d'un essor général du capitalisme mondial ; ou

2° Si, dans l'esprit de la loi de Lénine sur le développement inégal et par bonds du capitalisme, l'Allemagne réussissait, appuyée sur de nouvelles inventions techniques (liquéfaction du charbon, industrie chimique) à réaliser dans cette période de décadence un développement par bonds qui distancerait les autres puissances capitalistes.

Mais aucune de ces deux possibilités ne paraît vraisemblable, c'est pourquoi nous croyons qu'il ne se produira aucun grand essor de l'économie allemande, aucun nouvel épanouissement.

En résumé, voici ce qu'on peut établir concernant le capitalisme allemand :

1° Le capitalisme a fait de grands progrès depuis la stabilisation, mais sans pouvoir atteindre jusqu'ici le niveau d'avant-guerre ni dans la production, ni dans la consommation, ni dans l'accumulation ;

2° Sa restauration ne s'est pas produite par ses propres forces, elle a été fortement aidée par l'importation de capitaux.

3° Le problème du capitalisme allemand n'est pas résolu. La contradiction entre les rapports de production et d'utilisation de celle-ci est extrêmement aiguë. Pour pouvoir réintégrer les millions de chômeurs dans le processus de production et payer les charges des réparations, il faudrait que l'exportation des produits manufacturés allemands atteigne 1/6^e des besoins du monde entier.

4° La contradiction entre le développement interne de l'économie allemande qui contraint aux efforts d'expansion impérialiste et le manque de puissance politique nécessaire à la réalisation de ces efforts, devient de plus en plus aigüe. Le capitalisme allemand ne peut disposer de capital pour l'exportation. Le pays est obligé de satisfaire aux réparations, les recettes de l'Etat sont réquisitionnées, les chemins de fer et la Banque du Reich sont sous le contrôle des impérialismes concurrents ;

5° La bourgeoisie allemande cherche, par la rationalisation, par une exploitation renforcée du prolétariat, par l'extension de son exportation sur le marché mondial, à surmonter la contradiction entre ses possibilités de production et de leur utilisation. Mais de ce fait, le marché intérieur s'en trouve de nouveau rétréci. Et la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie s'en aggravera inévitablement ;

6° L'extension de l'exportation des marchandises se heurte à la résistance des Etats impérialistes concurrents et aux limites de la capacité d'absorption du marché mondial en ce qui concerne les produits manufacturés. La bourgeoisie allemande essaye d'adoucir la concurrence par la formation de cartels internationaux, dans l'espoir de s'assurer par suite de bas salaires, de hauts profits et au prix d'une production diminuée. La tendance de l'extension des débouchés extérieurs s'oppose à la tendance de la formation de monopoles internationaux ;

7° Le problème du développement ultérieur du capitalisme jusqu'au niveau d'avant-guerre et au delà de ce niveau reste jusqu'ici non résolu. Toutes les tentatives pour le résoudre aboutissent à une exploitation renforcée du prolétariat. Sa réussite dépendra, d'une part, du développement du capitalisme, mondial, d'autre part, du degré et de la force de la résistance de la classe ouvrière allemande à une exploitation renforcée.

Au cours des derniers mois la situation s'est considérablement améliorée. Les causes de cette amélioration sont :

- 1° La grève anglaise ;
- 2° La saison meilleure ;
- 3° Une certaine amélioration intérieure de la situation économique.

Il est difficile de dire quelle est l'importance exercée par ces facteurs sur l'amélioration générale. Mais ce qu'il est important de constater, c'est que la situation du relié du travail ne s'est que très peu améliorée. Le bénéfice de l'amélioration de la situation profite avant tout à la grande industrie et aux gros agrariens.

L'amélioration de la situation se manifeste surtout dans l'augmentation des transports de marchandises, c'est ainsi que les chargements quotidiens de wagons de la Reichsbahn s'élevèrent aux chiffres suivants (en milliers de wagons) :

Mois	1925	1926
Mai	120,3	121,5
Juin	117,5	121,2
Juillet	121,4	123,5
Août	120,5	128,6
Septembre	124,6	124,0 (approximativement)

L'augmentation des transports de marchandises est due, avant tout, à l'augmentation des transports de charbons. L'augmentation des transports des autres marchandises est moindre.

La production de l'industrie lourde a fortement augmenté, comme l'indique le tableau suivant :

PRODUCTION DU CHARBON, DU FER ET DE L'ACIER

	Houille	Lignite	Coke	Fer	Acier
	(millions de tonnes)		(milliers de tonne)		
Moyenne mensuelle 1925	11,1	11,6	2 168	838	1 016
Moyenne mensuelle 1926 (premier trimestre)	11,1	11,7	2 079	679	852
Moyenne mensuelle 1926 (deuxième trimestre)	10,9	10,4	1 966	708	916
Juillet 1926	13,1	11,6	2 045	768	1 022
Août 1926	12,9	11,4	2 154	850	1 141
Septembre 1926	12,7	---	---	880	1 140

Au mois de septembre, il s'est produit une petite diminution dans l'extraction du charbon. Les moyens de transports n'ont pas pu satisfaire les demandes formidables provenant des transports de charbon jaune. Au début d'octobre, les chemins de fer du Reich, ne pouvaient plus envoyer le nombre nécessaire de wagons de charbon : les entreprises de chargements dans les ports ne pouvaient pas charger la quantité de marchandises nécessaire. Le 12 octobre, on arrêta dans le port de Duisbourg et partiellement dans le port de Ruhrort la réception du charbon. En ce qui concerne les exportations de charbon, nous avons fourni les chiffres s'y rapportant dans la partie générale.

La situation de l'industrie de transformation ne s'est pas améliorée. L'industrie mécanique travaille jusqu'à concurrence de 50 à 55 % de sa capacité, de production. Les commandes provenant, soit de l'intérieur du pays et de l'étranger ont encore diminué au mois de septembre. On annonce de nouveau des fermetures d'usines pour la période prochaine. En août, les exportations de produits de l'industrie de transformation s'élevant à 55 millions de marks ont été de 10 % inférieures à la moyenne de l'année précédente. La situation est meilleure dans l'industrie électro-technique. Malgré tous les bavardages sur la rationalisation, l'industrie automobile ne peut pas soutenir la concurrence de l'étranger.

Le chômage

La diminution du chômage n'est pas parallèle à l'augmentation de production. Par suite de production aggravée (rationalisation), la même quantité de marchandises sera produite par un nombre moindre d'ouvriers. Les mines de la Ruhr ont embauché environ 30.000 nouveaux ouvriers, mais il y a encore 30.000 chômeurs dans l'industrie houillère de la Ruhr.

Les statistiques du chômage sont les suivantes :

Fin de mois	Chômeurs touchant l'allocation (en milliers)	% des ouvriers organisés	
		Chômeurs complets	Chômeurs partiels
Février	2 057	22,0	21,6
Avril	1 782	18,6	19,1
Juin	1 741	18,1	17,2
Juillet	1 652	17,7	16,6
Août	1 548	16,7	15,0
Septembre	1 395	15,6	12,2

Ces statistiques ne contiennent pas les 200 000 ouvriers occupés aux travaux de première nécessité, environ 150 000 lock-outés et environ 140 000 chômeurs ne recevant aucune allocation de chômage.

L'allocation de chômage n'est accordée que pendant un an. Le nombre des lock-outés doit, par conséquent, augmenter parallèlement à l'augmentation brusque du chômage en automne 1926, de telle sorte que le nombre des chômeurs recevant l'allocation de chômage ne donne aucune idée du chômage véritable. En comprenant les chômeurs partiels, nous pouvons compter un chiffre global de 2,5 à 3 millions de chômeurs. Avec leur famille, cela fait une population d'environ 10 millions de prolétaires exposés aux souffrances du chômage.

La bourgeoisie a refusé la prolongation au delà d'un an du délai d'allocation de chômage. Les lock-outés, dans la mesure où ils ont besoin de l'assistance publique, les chômeurs, sont soutenus par l'assistance aux pauvres comme en Angleterre. Le Reich alloue aux différents Etats 50 % des dépenses consacrées aux secours de chômage. La dégradation des chômeurs (au rang de pauvres) est officiellement réalisée en Allemagne. Il serait désormais nécessaire de publier régulièrement comme en Angleterre le chiffre des pauvres soutenus par l'Etat. Par là, la bourgeoisie allemande reconnaît qu'elle ne compte pas avant longtemps sur l'incorporation des chômeurs dans le processus de la production.

Le nombre des faillites a considérablement diminué au cours des derniers mois :

	Mars 1926	Avril 1926	Mai 1926	Juin 1926	Juillet 1926	Août 1926	Sept 1926
Faillites	1 710	1 261	1 007	885	682	476	451
Contrôle judiciaire	1 426	855	644	438	345	213	136
Levée de contrôle judiciaire	750	836	928	972	797	636	439

La situation de l'agriculture s'est améliorée par suite du mouvement des prix. Les prix des produits agricoles sont actuellement plutôt au-dessus qu'au-dessous du niveau des autres marchandises.

INDICE DE COMMERCE DE GROS DE L'OFFICE STATISTIQUE SU REICH (1913 = 100)

Mois	Indice général	Produits agricoles	Céréales et pommes de terre	Produits industriels
Février 1926	118,4	112,4	98,0	129,5
Avril 1926	122,7	121,5	112,2	124,9
Juin 1926	124,6	125,0	117,4	123,7
Juillet 1926	127,4	129,2	123,6	124,0
Août 1926	127,0	128,9	121,8	123,5
Septembre 1926	126,9	128,0	—	124,7

Les changements dans le mouvement des prix sont déterminés par l'élévation des droits de douanes.

Mais si les prix sont améliorés, la récolte reste par contre, à l'exception de l'avoine, très inférieure à celle de l'année dernière.

Récolte en millions de quintaux :

Céréales	1913	1925	1926
Froment	40,4	32,2	30,5
Seigle.	100,1	80,6	75,0
Orge	30,4	26,0	26,2
Avoine	86,2	58,8	65,7

La diminution de la récolte par rapport à l'année dernière où elle était due à une diminution du rendement par hectare par rapport à 1913 est due, cette fois, à une diminution de la surface cultivée. Le rendement par hectare par rapport à la moyenne 1911-1913 a diminué de la manière suivante :

Froment d'hiver	de 22,8	Doubles quintaux par hectare	à 19,1
Seigle d'hiver	de 22,1	----	à 18,9
Orge d'été	de 21,2	----	à 17,3
Avoine	de 19,8	----	à 18,9

Peut-être le rendement réel est-il plus élevé. On s'est habitué au cours de la période de l'économie obligatoire à donner des rendements inférieurs au rendement réel.

Les conséquences sociales de la mauvaise récolte et des prix élevés sont les suivantes : amélioration de la situation des agrariens et des paysans riches qui produisent pour le marché, aggravation de la situation des paysans pauvres qui ne disposent pour le marché que d'un très petit excédent de produits agricoles.

L'industrie du sucre mène actuellement une action en vue d'élever les droits de douane sur le sucre, de 5 marks sur le double quintal, à 10 ou 20 marks. Avant la guerre, ce droit était de 14 marks. En 1925-1926, la consommation de sucre de l'Allemagne s'éleva à 29,14 millions de doubles quintaux. Une augmentation des droits de douane de 5 marks par double quintal signifiera par conséquent pour l'industrie du sucre un bénéfice de 50 millions de marks par an. La consommation indigène est actuellement plus élevée que celle d'avant-guerre, mais elle est cependant inférieure à celle des pays de l'Europe occidentale.

Le commerce extérieur

Le bilan actif des premiers mois s'est transformé ces derniers temps en bilan passif du fait qu'on ne pouvait pas indéfiniment réduire les importations de matières premières.

COMMERCE EXTÉRIEUR (en millions de marks, valeur actuelle)

1926	Importations	Exportations	Excédent d'importations	Excédent d'exportations
1 ^{er} trimestre	2 014,3	2 501,4	—	487,1
Avril	723,1	779,3	—	56,2
Mai	702,8	729,6	—	26,8
Juin	791,9	758,9	33,1	—
Juillet	942,0	821,3	120,7	—

Août	919,7	833,9	85,8	—
Septembre	823,4	836,4	13,0	—

Les recettes du Reich se développent d'une façon correspondante. Les principaux résultats du premier semestre (qui se termine au 30 septembre) montrent les tableaux suivants :

(en millions de marks)		
	Recettes du 1 ^{er} semestre	prévu dans le budget pour toute l'année
En tout	3 360	6 465
dont		(1)
Prélèvement sur les salaires	530	
Droits de douanes et impôts de consommation	1 124	1 959

(1) Le budget ne prévoit aucun chiffre.

Le rendement des droits de douanes et des impôts de consommation dépassera de beaucoup les prévisions. Par contre, les impôts sur la fortune et sur l'héritage seront très inférieurs au montant prévu. Au cours du premier semestre, les recettes provenant des impôts sur l'héritage n'ont rapporté que 12 millions de marks. Nous avons déjà indiqué dans la partie générale que l'augmentation des recettes provenant des droits de douanes et des impôts de consommation entraîne une augmentation des paiements de réparations de 300 millions de marks.

La politique économique

Le facteur le plus important de la politique économique est l'activité fiévreuse en vue de la constitution de cartels et de trusts.

Le groupement des entreprises, en organisations monopolisatrices, cartels et trusts, a pris, ces derniers mois, des dimensions formidables. Contrairement à la tendance de groupements en trusts verticaux, depuis les matières premières jusqu'aux produits manufacturés, qui s'était manifestée au cours de la période d'inflation, nous assistons actuellement à deux tendances principales : groupement horizontal d'entreprises semblables et groupement horizontal de trusts verticaux. Naturellement, cette division n'est pas une division tout à fait nette. Il existe toutes sortes de combinaisons entre les deux genres de groupements. Les « aciéries unies » sont le groupement de trusts verticaux englobant toute la production, depuis l'extraction du charbon jusqu'aux produits manufacturés. Le trust chimique est le groupement horizontal de toutes les usines chimiques, comprenant également les entreprises fournissant différentes matières premières. Ces deux sortes d'entreprises, sont, en ce qui concerne leurs dimensions et leur capacité de production d'un genre tout à fait unique en Europe, et peuvent être comparées aux plus grands trusts américains. Toutes les mines de fer allemandes sont groupées dans le trust de l'acier. A l'intérieur de ce trust, les aciéries unies constituent un trust spécial dont la participation au trust de l'acier est d'environ de la moitié.

Cette immense entreprise dépend, dans une mesure considérable, du capital étranger. D'après les statistiques fournies par le *Journal des Mines* du 7 août 1926, les emprunts étrangers des aciéries unies s'élèvent à la somme de 552 millions de marks et les emprunts à court terme à 49 millions, soit une somme totale de 601 millions de marks.

A cela, il faut ajouter encore les actions vendues à l'étranger pour une somme inconnue. Le capital-actions des aciéries unies s'élève à la somme totale de 800 millions de marks, les obligations à 125 millions,

l'ensemble de l'actif à 1 400 millions de marks. Le capital étranger représente par conséquent la moitié du capital investi dans les aciéries unies.

L'industrie des colorants est une organisation unique au monde qui occupe une position de monopole dans l'industrie chimique du monde entier et représente actuellement l'une des plus grandes entreprises mondiales avec son capital-actions s'élevant à la somme de 1 100 millions de marks. Elle possède sa banque particulière, la Landerbank, pour ses propres opérations financières. Quoique liée par de multiples liens aux entreprises étrangères, elle semble travailler beaucoup moins à l'aide du capital étranger que les aciéries unies. L'influence qu'elle exerce sur la politique est extraordinairement grande.

Outre ces deux immenses trusts, la concentration se poursuit à une allure très rapide dans presque toutes les branches d'industrie, de telle sorte qu'il serait très difficile de trouver aujourd'hui en Allemagne une seule branche d'industrie importante qui ne soit groupée en vue du monopole.

La hausse à la Bourse

La hausse à la Bourse s'est maintenue ces derniers mois comme résultat des « transactions » qui ont eu lieu à l'occasion de la constitution des groupements monopolisateurs. Les cours des actions ont atteint une hauteur qui n'est en aucun rapport avec les dividendes. Les actions de l'A. E. G. donnent un intérêt de 4 %. Celles de l'industrie des colorants ne fournissent même pas un intérêt de 4 % et les actions des aciéries unies donnent un intérêt de 5 %. On espère à l'avenir une hausse des dividendes et le maintien de la hausse des cours.

II. — POLOGNE

En dehors de l'Allemagne, la Pologne est le seul grand pays d'Europe dont la situation économique s'est considérablement améliorée au cours des derniers mois.

L'amélioration de la situation économique est due en grande partie à l'augmentation de la production et de l'exportation du charbon, par suite de la grève des mineurs anglais. Les statistiques, à ce sujet, sont les suivantes :

(En milliers de tonnes)

	1925	1926				
	Déc.	Janv.	Avril	Mai	Juin	Juil.
Extraction du charbon	2 456	2 456	2 182	2 235	2 660	3 482
Exportation des charbons	642	668	673	704	1 395	1 833

L'amélioration s'est étendue également à la production du fer et de l'acier et elle a entraîné une amélioration de l'industrie de consommation par suite de l'augmentation du nombre des ouvriers occupés. L'amélioration dans l'industrie houillère est représentée de la manière suivante : d'après le « service économique » du 8 octobre 1926 :

1° Par suite de l'augmentation des exportations, on a embauché 10 000 nouveaux ouvriers. Au mois de juin, les salaires ont été augmentés de 15 %. La somme totale des salaires touchée par le prolétariat de la Haute-Silésie polonaise s'est élevée au mois de juillet à 12 millions de zloty contre 7,4 millions de zloty en

avril. Le salaire moyen d'un ouvrier est-passé de 107 zloty en avril à 155 zloty en juillet. On a décidé une nouvelle augmentation de salaire de 8 %, augmentation qui sera confirmée ces jours-ci par le gouvernement.

Ces chiffres montrent le niveau extraordinairement bas des salaires des ouvriers polonais. En avril, le salaire mensuel était de 11 dollars, en juillet, d'environ 16 dollars. En même temps, les prix augmentèrent d'une façon continue. En représentant par 100 l'indice du niveau de vie de 1924, il s'est élevé en janvier 1925 à 144, en mai 1926 à 183, et en septembre 1926 à 187. L'amélioration de la situation économique se manifeste également dans la diminution du nombre des chômeurs. Celui-ci qui était en janvier, d'après les chiffres officiels, de 350 000 personnes, est tombé à la fin d'août à 245 000. Depuis cette époque, il s'est produit une nouvelle diminution du nombre des chômeurs ; mais ces chiffres indiquent cependant qu'un quart du prolétariat industriel polonais est encore sans travail.

Le commerce extérieur

Le bilan du commerce extérieur polonais est actif depuis environ un an. Cette activité est le résultat d'une diminution considérable des importations. Cette diminution est représentée par les chiffres suivants :

IMPORTATIONS

	(en millions de zloty)
Premier semestre 1925	1 048
Premier semestre 1926	352

Dans les importations de 1925, figurent les produits agricoles pour une somme de 282 millions de zloty, ce qui est la conséquence de la mauvaise récolte de l'année 1924. Mais les importations de matières premières et de produits manufacturés ont été extraordinairement réduites. La valeur des importations de matières premières a été réduite de 220 à 132 millions de zloty, celles des produits manufacturés de 445 à 132 millions. Cette forte réduction des importations a eu naturellement de mauvaises conséquences économiques. Les importations de toutes les principales matières premières ont diminué ainsi que celles des machines et appareils de toutes sortes lesquelles sont passées de 39 000 à 14 000 tonnes.

Les exportations ont été, au cours du premier semestre 1926, de 594 millions de zloty, c'est-à-dire inférieures de 56 millions à celles du premier semestre 1925. Nous ne possédons pas encore de chiffres sur la composition des exportations des derniers mois, mais il semble que le caractère actif du commerce extérieur se soit maintenu, notamment au moyen d'une augmentation des exportations au-dessus du niveau de l'année dernière. La mauvaise récolte est un facteur défavorable pour le maintien de la bonne situation actuelle. La récolte s'est élevée, au cours des dernières années, aux chiffres suivants (en millions de doubles quintaux) :

	<i>Moyennes</i>		
<i>Céréales</i>	1920-1924	1925	1926
Froment	11,1	15,8	13,7
Seigle	48,0	65,4	62,3
Orge	13,6	16,8	62,3
Avoine	26,8	33,1	33,0

La récolte est considérablement plus élevée que la moyenne des premières années d'après-guerre, mais considérablement moindre que la bonne récolte de l'année dernière. On annonce d'autre part que les réserves de l'année passée sont beaucoup plus importantes que celles d'il y a deux ans, de telle sorte que les exportations ne seront pas inférieures à celles de l'année dernière.

Finances

L'unité monétaire polonaise augmente lentement depuis le soulèvement de Pilsudsky. La cause en est la transformation favorable pour la bourgeoisie de la situation politique en Pologne de l'afflux considérable de devises de l'étranger comme conséquence du bilan actif du commerce extérieur.

On comptait, à New-York, pour 100 zloty :

Avril (moyenne)	11,3
Mai	9,6
Juin	9,3
Juillet	10,1
Août	10,9
Octobre	11,1

Depuis le 20 août, on rétablit en Pologne la libre circulation des devises. Le taux de l'escompte de la Banque d'émission a été fixé, le 15 août, à 11 %. Pour le crédit privé, on a établi un maximum de 15 %. Le mouvement de la circulation monétaire montre les chiffres suivants (en millions de zloty) :

<i>Mois</i>	<i>Or et argent</i>	<i>Devises</i>	<i>Billets de banque</i>	<i>Autres moyens de paiements</i>
Janvier	135	61	362	419
Février	134	60	377	415
Mars	135	49	389	426
Avril	135	511	393	436
Mai	135	53	413	442
Juin	135	79	448	460
Juillet	137	91	SU	470
Août	136	108	560	446
Septembre	164	109	581	—

Alors, qu'il y un an, la Banque d'émission ne disposait d'aucune réserve de devises, elle a rassemblé, jusqu'à la fin de septembre, une réserve de devises de 109 millions. D'autre part, les réserves d'or et d'argent de la Banque d'émission se sont également élevées. Les banques privées, elles aussi, sont suffisamment munies de devises. Mais l'ensemble de la circulation monétaire est toujours très bas, environ 1 milliard de zloty, ce qui fait, au cours actuel, environ 450 millions, somme extraordinairement basse pour un pays contenant une population de plus de 30 millions d'hommes.

Malgré la situation économique et financière favorable, il ne semble pas que nous assistions au véritable assainissement économique. La commission américaine, présidée par Kemérev, a quitté le pays après un séjour de plusieurs mois ; Remérev s'est exprimé très favorablement au sujet de l'avenir économique de la Pologne. La commission a transmis trois documents au gouvernement polonais, dont le contenu a été tenu secret jusqu'ici. Les difficultés résident en partie dans la stabilisation du budget. Le régime de Pilsudsky devait, conformément à sa nature, augmenter considérablement les dépenses de l'Etat et en particulier les dépenses militaires pour satisfaire les partisans personnels de Pilsudsky. On ne peut pas encore prévoir comment se développera dans l'avenir le budget de l'Etat ? Il faudra encore du temps pour pouvoir se rendre compte si la stabilisation monétaire est une stabilisation définitive où s'il se produira de nouvelles chutes du zloty, comme cela s'est produit l'année dernière. De cela dépend étroitement le développement de toute l'économie polonaise.

Les problèmes de l'économie polonaise sont encore loin d'être résolus.

III. — FRANCE

Le « grand » ministère Poincaré, qui comprend six anciens présidents du Conseil, représente une grande coalition de toutes les forces bourgeoises, soutenue en silence par les socialistes. La tâche du nouveau ministère était d'arrêter la dépréciation du franc. Un travail préliminaire avait été fait dans ce sens par le rapport du Comité des experts, constitué à la demande des banquiers anglo-américains, rapport dont nous avons parlé en détail dans notre dernier exposé. Les principales propositions de ce rapport étaient les suivantes :

- 1° Augmentation des impôts de consommation, diminution des impôts directs ;
- 2° Réalisation d'économies dans le budget en vue de l'équilibrer ;
- 3° Etablissement d'un équilibre du Trésor ;
- 4° Règlement des dettes interalliées ;
- 5° Emission des nouveaux emprunts étrangers pour une somme de 200 millions de dollars.

Sur cette base, une stabilisation du franc en trois étapes : stabilisation provisoire, réelle et de droit.

Poincaré a déjà réalisé les trois premiers points de ce programme. Il a présenté à la fin de juillet au Parlement un projet de loi qui a été adopté contre les voix des communistes, des socialistes et d'une minorité des radicaux et des républicains-socialistes.

Cette nouvelle loi qui a pour but d'adapter un certain nombre d'impôts, de taxes et de droits de douanes à la dépréciation monétaire, prévoit les augmentations de rendement suivantes :

En millions de francs

	Pour 5 mois de 1926	Pour 1927
Augmentation des impôts indirects	945	2 364
Augmentation des impôts sur le vin et les eaux minérales	263	»
Taxes de transports	551	1.695
Augmentation de l'impôt sur le chiffre d'affaires	200	600
Augmentation des droits de douanes	160	400

Taxes d'exportation	140	500
Augmentation des impôts directs	»	1 936
<i>Total</i>	2 259	7 495
Recettes de la Caisse d'amortissement		
Impôts de mutation sur la première vente d'immeubles	200	800
Impôt sur l'héritage		2 700
<i>Total des augmentations</i>	2 459	10 995

Comme on voit, la majeure partie des augmentations d'impôts, au moins 75 %, provient de l'augmentation des impôts indirects.

Le résultat de la réforme fiscale apparaît dans l'importance des recettes du budget au cours de ces derniers mois en comparaison avec l'année dernière :

<i>En millions de francs</i>				
	1925	1926	1925	1926
	Recettes totales		Impôts indirects et douanes	
Jun	1 811	2 312	1 614	2 217
Juillet	2 421	3 584	2 239	3 137
Août	1 733	3 127	1 554	2 547
Septembre	1 769	3 036	1 572	2 397

Nous verrons plus tard dans quelle mesure la constitution d'un gouvernement de la grande bourgeoisie et l'appel de Poincaré en vue du paiement anticipé des impôts directs contribueront à l'amélioration de la situation. Mais il est clair dès à présent, que l'augmentation des charges pesant sur les larges masses travailleuses atteint près d'un milliard de francs par mois.

On est en train de réaliser des économies dans le budget. Poincaré a licencié plusieurs centaines de fonctionnaires inutiles, ce qui a provoqué un grand mécontentement parmi les fonctionnaires, mécontentement qui s'est manifesté par une pression sur les députés au Parlement. On prépare des réformes dans l'armée : telle que l'introduction du service d'un an. Nous saurons seulement l'année prochaine dans quelle mesure ces économies auront diminué les dépenses. Mais il semble que le budget pour 1927 est effectivement en équilibre.

Le budget prévoit 39,36 milliards de recettes et un excédent de recettes sur les dépenses de 578 millions de francs. Le budget ordinaire ne comprend pas les recettes de la Caisse d'amortissement. Ces recettes sont prévues pour un montant de 8,17 milliards de francs. Par contre, les échéances de bons à court terme s'élevant à trois milliards en février, à 4,6 milliards en septembre, ne sont pas prévues comme dépenses, car on espère que les bons arrivant à échéance seront renouvelés.

L'une des faiblesses du budget est que les dépenses ont été calculées sur la base du cours de 150 francs pour une livre sterling. C'est pourquoi une nouvelle dépréciation du franc peut renverser tout l'édifice du budget.

La création de la Caisse d'amortissement est le deuxième point du plan des experts réalisé par Poincaré. La caisse est administrée indépendamment du Trésor par un conseil de 20 personnes. Ces recettes sont constituées, en dehors des deux impôts ci-dessus mentionnés, des recettes du monopole des tabacs et des excédents éventuels du budget. Au cas où toutes ces recettes ne suffiraient pas, elle

a le droit de recevoir des avances de la banque d'émission. Celle-ci a de son côté le droit d'émettre dans ce but de nouveaux billets de banque qui ne seront pas compris dans le plafond (limite extrême de l'émission de billets de banque).

La création de la Caisse d'amortissement a pour but de tranquilliser les possesseurs des bons à court terme, et de les empêcher de présenter leurs bons eu paiement à l'échéance. Cet espoir a été en fait rempli. On a renouvelé jusqu'ici pour plus de 1,5 milliards de francs de bons à court terme présentés à échéance.

Ainsi, on a réalisé les trois points principaux du programme des experts. Mais il reste à procéder à la ratification des accords de Washington et de Londres et à l'émission d'un grand emprunt étranger. Celle-ci dépend de la ratification des dettes. Mais la ratification des accords sur les dettes se heurte en France, comme nous l'avons déjà expliqué dans la partie générale, à de grandes difficultés politiques. Il existe un grand nombre de politiciens qui sont d'avis, qu'il faut ratifier les accords sur les dettes. Mais il n'existe aucun parti politique qui ait le courage de se prononcer pour la ratification sans réserves, étant donnée la résistance de l'opinion publique. Même les socialistes n'osent pas le faire. Nous pouvons donc caractériser la politique financière actuelle de la France comme un essai de « stabilisation nationale », consistant à stabiliser la monnaie par ses propres moyens grâce à l'établissement de l'équilibre du budget au moyen d'une forte imposition des classes laborieuses.

C'est dans ce but qu'on proposait :

1° L'achat d'or, d'argent et de devises par la Banque d'émission pour augmenter la réserve d'or et de devises, les billets de banque émis dans ce but ne devant pas être compris dans le plafond. On a sans doute réussi à reconstituer le fond Morgan ;

2° Les remboursements des avances de l'Etat à la Banque de France ;

3° L'augmentation du taux de l'intérêt de l'argent de 6 à 7 1/2 % et celle du taux d'intérêt des avances sur gages de 8 à 9 1/2 % ;

4° L'émission de petits emprunts étrangers en Suisse et en Hollande : emprunts de 60 millions de francs suisses en Suisse et de 30 millions de gulden en Hollande. Ces deux emprunts sont garantis par les recettes des chemins de fer de l'Etat français.

L'ensemble de ces mesures a pour but d'empêcher les évasions de capitaux à l'étranger, de ramener les capitaux émigrés de l'étranger au moyen de l'élévation de l'intérêt et de l'achat de devises par la banque d'émission. Quand la conviction sera devenue générale que le franc ne baissera plus, il n'y aura plus de raison de maintenir des capitaux à l'étranger, si le taux d'intérêt de l'argent est deux fois plus élevé à l'intérieur du pays qu'à l'étranger.

Ces mesures ont eu, jusqu'ici, un certain succès. Le cours du franc qui était de 245 francs pour la livre sterling, au moment de la constitution du gouvernement Poincaré, s'est élevé rapidement à 166 francs la livre.

On ne peut pas encore dire si la tentative d'une « stabilisation nationale » réussira. Elle peut réussir à condition qu'on obtienne un bilan actif de la balance générale des comptes. C'est possible, si le bilan commercial est actif, du fait que la France tire de grands revenus des paiements de réparations, des dépenses des touristes en France, des restes de ces placements de capitaux à l'étranger, auxquels ne s'opposent que les envois d'argent à l'étranger des ouvriers étrangers

travaillant en France. Ces envois sont évalués à une somme d'environ 2 milliards par an. Nous croyons que la balance générale des comptes de la France est en équilibre, malgré un certain passif de la balance du commerce extérieur.

Le mouvement du commerce extérieur n'a pas été défavorable au cours des derniers mois, ainsi que l'indiquent les chiffres suivants :

(En millions de francs)

Mois	Importations	Exportations
Juin	5 181	4 672
Juillet	5 016	5 244
Août	5 235	5 543
Septembre	4 625	5 197

Au cours des deux derniers mois, depuis que Poincaré est au pouvoir, le bilan commercial est actif. Mais il est douteux qu'il le reste à la longue. Il y a tout d'abord la très mauvaise récolte de cette année. Contre environ 100 millions de doubles quinaux de froment avant la guerre et 90 millions en 1925, la récolte en 1926 n'est que de 67 millions de doubles quinaux. Malgré toutes les mesures prises par le gouvernement en vue de diminuer la consommation de froment par l'adjonction de farine de seigle, d'orge et d'avoine pour la fabrication du pain, il sera nécessaire de procéder à des importations considérables de froment.

Il est également très important de savoir ce que seront les exportations en cas de stabilisation.

Au cours des derniers mois, le mouvement de l'indice du commerce de gros a été le suivant :

	Juin	Juillet	Août	Septembre
Indice général	754	854	785	804
Produits indigènes		733	722	743
Produits étrangers		1.074	902	912
Produits alimentaires	646	703	672	706
Matières premières industrielles	848	985	885	880
Cours de la livre à la fin du mois	168	205	172	174

Le tableau montre :

1° Le maintien d'un écart considérable entre les prix des produits alimentaires et le niveau général des prix.

2° Les prix des produits indigènes sont considérablement plus bas que les prix des produits importés. Les possibilités d'exportation de l'industrie française sont favorables.

3° La différence entre les prix de l'intérieur et de l'extérieur a tendance à disparaître. Cette différence était à la fin de juillet de 344 points et à la fin de septembre de 169 points.

Ces prix montrent, malgré la stabilisation réelle du cours du franc réalisée dans l'intervalle, quoique le franc était en juillet considérablement plus bas qu'en septembre, une tendance croissante à s'adapter aux prix du marché mondial. Cette adaptation n'a pas encore été réalisée. Un indice de

cherté de vie de 1 050 correspondrait à un cours de 175 francs pour la livre sterling et à un indice de cherté de vie en Angleterre de 150. C'est autour de cet indice de 1 050 que s'élèveraient les prix, en cas de stabilisation durable et on se demande dans ce cas ce que deviendraient à ce moment-là les chances d'exportation de l'industrie française. Mais c'est de ces exportations que dépend en grande partie l'activité du bilan commercial ; c'est du bilan commercial que dépend la balance générale des comptes et c'est de cette dernière que dépend le succès de la « stabilisation nationale ».

Comme en Allemagne, l'économie française sortira très affaiblie de l'inflation, quoique probablement aussi en France l'appareil de la production s'est élargi. C'est ce que montre le bas cours des actions qui, en un grand nombre de cas, sont plus bas en franc papier qu'au cours de la période d'avant-guerre.

La situation économique

Jusqu'à présent, la situation économique ne montre aucune aggravation sensible comme résultat de la stabilisation précisément du fait que les prix du marché intérieur ne sont pas encore adaptés au prix du marché mondial. L'industrie lourde a profité de la grève anglaise et sa production a augmenté par rapport au premier semestre.

Production en mille tonnes

	Charbon	Fer	Acier
1er trimestre 1926 (moyenne mensuelle)	4 303	747	672
2 ^e trimestre 1926	4 191	776	681
Juillet 1926	4 381	792	718
Août 1926	4 395	814	732

Il n'y a presque pas de chômage et le salaire des ouvriers indigènes n'est pas, semble-t-il, plus mauvais qu'avant la guerre. Le nombre des ouvriers immigrés a été évalué par l'office international du Travail à 2 845 214 à la fin de 1925, ce qui fait qu'il y a un étranger sur treize habitants. Les ouvriers sont presque exclusivement des immigrés, en majorité des Italiens, puis viennent les Espagnols, les Polonais, les Africains du Nord. Ces ouvriers, en majeure partie non qualifiés, sont très fortement exploités, mais vivent apparemment mieux que dans leur pays d'origine.

La bourgeoisie française considère cette forte immigration avec des sentiments divers. Elle apprécie à sa valeur la force de travail à bon marché qu'elle représente, mais elle craint, d'autre part, la dénationalisation du pays. C'est pourquoi, elle propose pour résoudre le problème, la prolongation de la journée de travail à dix heures, ce qui aurait pour résultat de rendre superflus les ouvriers étrangers, et de permettre aux ouvriers français de mieux vivre. Mais cette proposition n'est pas sincère. La bourgeoisie voudrait tout d'abord supprimer la journée de huit heures et employer ensuite, selon ses besoins, des ouvriers français ou étrangers.

En résumé, on ne peut pas encore dire quel est le résultat de la tentative de la « stabilisation nationale ». En attendant, la situation est toujours bonne, du fait que l'adaptation des prix du marché intérieur et tout particulièrement ceux du commerce du détail n'est pas encore réalisée. Mais cet état de choses ne peut pas être de longue durée. Ou nous assisterons à une nouvelle dépréciation du franc ou à une crise de stabilisation.

IV. — ITALIE

Il est assez difficile de comprendre les événements qui se sont produits dans la vie économique italienne de ces derniers mois. Mais deux principaux faits sont clairs. Une forte amélioration du cours de la lire et une aggravation sensible de la vie économique. Le cours de la lire a fait au cours des derniers mois des bonds considérables. On sait que la lire était stabilisée, depuis l'automne 1925 au mois d'avril 1926, à environ 120 lire pour la livre sterling. Parallèlement à la baisse du franc français, on a assisté à une forte dépréciation de la lire. Du mois de mai jusqu'au mois d'août, le cours descend de la manière suivante :

Moyenne de mai	126
Moyenne de juin	133
Moyenne de juillet	145
Moyenne d'août	149

A partir du 2 septembre, on assista à une forte amélioration du cours de la lire. En un seul jour, elle passa de 147 à 133. Cette amélioration s'est poursuivie jusqu'à aujourd'hui. Le 20 octobre, le cours de la lire était à 114, elle avait donc rattrapé et dépassé le cours de la stabilisation de l'année précédente.

L'amélioration du cours de la lire est attribuée à la politique de déflation du gouvernement. Mais il est extraordinairement difficile de se rendre compte à quel point les mesures du gouvernement ont abouti à une amélioration du cours de la lire. Ces mesures ont été les suivantes :

1° On a remis à la banque d'émission le fonds Morgan de 90 millions de dollars et remboursé ainsi 2,5 milliards de lire des avances à l'Etat.

2° Le droit d'émission dont jouissaient un certain nombre de banques provinciales (Banque de Sicile, Banque de Naples) a été transmis à la banque d'émission.

3° L'Etat s'est engagé à rembourser à la banque le reste de la dette flottante de 4,2 milliards de lire, en versements annuels de 500 millions de lire.

Mais toutes ces mesures ne paraissent pas avoir eu pour résultat une diminution sensible de la circulation fiduciaire, de telle sorte qu'il est momentanément impossible de savoir ce qui a provoqué l'amélioration du cours de la lire. Cette amélioration est d'autant plus étonnante que le bilan du commerce extérieur est toujours très fortement passif. Les chiffres du commerce extérieur au cours des sept premiers mois ont été les suivants par rapport aux mois précédents de l'année précédente :

(En milliards de lire)

	1925	1926
Importations	17,2	16,32
Exportations	10,29	9,64
Excédent d'importations	6,83	6,68

Le bilan du commerce extérieur est resté aussi passif que l'année dernière. Les recettes provenant des touristes et les envois d'argent des ouvriers émigrés à l'étranger doivent être restés les mêmes, de telle sorte qu'on ne sait encore à quelle raison attribuer la hausse considérable du cours de la lire.

La situation économique

La situation économique de l'Italie manifeste depuis six mois une tendance à l'aggravation, tendance qui a pris une allure rapide au cours des derniers mois, par suite de la politique de déflation du gouvernement et de l'amélioration de cours de la lire ; les statistiques italiennes apparaissent très en retard, de telle sorte que nous ne disposons pas encore des chiffres nécessaires.

Le nombre des chômeurs recevant une allocation s'élevait, au 31 juillet dernier, à 78 000 et celui des chômeurs partiels à 27 000.

Le chômage partiel frappe surtout les ouvriers de l'industrie du coton où l'on ne travaille, depuis déjà longtemps, que cinq jours par semaine. Ces derniers temps, un certain nombre d'usines textiles ont été complètement fermées. L'usine d'automobile Fiat a licencié 7 000 ouvriers : l'industrie de la soie artificielle se heurte à de grandes difficultés d'écoulement. Déjà au cours des cinq premiers mois, les exportations ont diminué de 15 % par rapport au mois de l'année dernière.

La mauvaise situation économique se reflète déjà au cours du premier semestre dans la diminution très forte des importations de matières premières.

Cette tendance générale à l'aggravation de la situation économique a été encore renforcée ces derniers mois par la grève des mineurs anglais. L'industrie italienne est obligée d'importer de grandes quantités de combustibles et de minerais de fer. Les fortes augmentations de prix qui se sont produites sur le marché mondial et la diminution des réserves de charbon ont aggravé la situation de l'industrie italienne ; à cela il faut encore ajouter la mauvaise récolte de cette année. La « bataille des céréales » annoncée à l'aide d'une si grande réclame par Mussolini a bien eu pour résultat une petite augmentation des surfaces cultivées en froment. Mais le résultat de la récolte est considérablement plus mauvais que l'année dernière, ainsi que le montrent les chiffres suivants :

Céréales	Moyenne 1920-1924	1925	1926
Froment	48,5	65,5	55,9
Seigle	1,4	1,7	1,7
Orge	1,9	2,8	2,5
Avoine	4,8	6,9	5,8

Nous ne possédons encore aucun renseignement sur la récolte de maïs et de riz qui est très importante en Italie. Mais même si la récolte de maïs et de riz était bonne, l'Italie devra importer une grande quantité de froment. Pour diminuer les importations, le gouvernement a interdit d'employer de la farine de froment pure pour la fabrication des gâteaux et d'employer plus de 85 % de farine de froment pour la fabrication du pain.

L'industrie italienne est soutenue par le gouvernement au moyen de commandes de l'Etat, de l'élévation des droits de douanes et de subventions. Mais la presse anglaise montre avec raison que ce système ne donnera aucun résultat, vu que les autres Etats adopteront une politique analogue. Etant donné qu'actuellement l'écoulement des produits manufacturés italiens rencontre les plus grandes difficultés sur le marché mondial et que l'Italie est un pays d'exportation de produits industriels et d'importation de matières premières, elle sera finalement obligée de capituler.

Il est à prévoir que la crise économique en Italie s'aggravera au cours du prochain semestre. Cela a été reconnu pour la première fois par une personnalité officielle de l'Italie fasciste, par Grandi, sous-secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil et homme de confiance de Mussolini, au

cours d'une interview accordée à un représentant de l'*Associated Press* : « Nous allons au devant d'une crise dangereuse, nous espérons qu'elle sera momentanée. Nous aurons probablement pendant six mois, un chômage oscillant entre 500 000 et 1 000 000 de personnes. De même le nombre des faillites augmentera ».

Les prévisions concernant une crise économique s'ajoutant à la réduction des crédits, ont provoqué une violente crise à la Bourse.

Nous voyons, par conséquent, que l'économie italienne est à la veille d'une période de crise aiguë, ce qui, vu la faiblesse de la base économique et géographique de l'industrie italienne, provoquera de très grandes difficultés.

V. — CONSTITUTION DE CARTELS INTERNATIONAUX

Les efforts en vue de la création de cartels internationaux se poursuivent énergiquement et ont abouti à un grand succès au cours des dernières semaines. Le cartel de l'acier de l'Europe continentale a été conclu après deux années de négociations, au 1^{er} octobre dernier. Il ne fait aucun doute que la création d'un cartel du fer brut et de cartels des principaux produits semi-fabriqués, rails, fils de fer, plomb, etc., suivra prochainement.

L'industrie lourde allemande est la principale force motrice de ce processus de création de cartels internationaux. Quoiqu'on n'ait publié à ce sujet aucun document officiel, il semble que l'industrie lourde allemande ait consenti à réduire son contingent primitif pour satisfaire les prétentions belges qui ont entravé longtemps la conclusion du cartel.

La cause de cette attitude de l'industrie lourde allemande n'est pas facile à comprendre. Le fait que la disproportion existant entre la capacité de production et les débouchés réels, est précisément la plus considérable dans l'industrie lourde allemande, rendrait plus compréhensible une attitude contraire. Mais il semble que l'industrie lourde allemande espère pouvoir tirer de grands profits du fait de la rationalisation et du fait du bas niveau des salaires des ouvriers allemands, par rapport au coût de production élevé de l'industrie lourde française après la stabilisation et pouvoir étendre ses débouchés sur le marché mondial malgré la clause punitive décidée -en cas de débordement du quantum fixé.

Les résultats de la rationalisation dans l'industrie de la production de l'acier sont les suivants :

Production journalière par ouvrier

Août 1925	1 230 tonnes = 100
Août 1926	1 769 tonnes = 143,8

Que l'industrie lourde allemande se prépare en fait à dépasser le contingent qui lui a été fixé, c'est ce que prouve l'appréciation de l'un des industriels rhénans les plus connus aux termes de laquelle l'amende imposée à l'Allemagne, en cas de débordement du quantum fixé, serait au cours de la première année de 8 à 12 millions de marks. Cela signifierait un débordement du contingent d'environ 800 000 tonnes, soit 7 % du contingent total.

La nécessité de la création de cartels pour l'industrie lourde allemande découle de la grande disproportion existant entre la capacité de production et la production effective. La capacité de

l'industrie lourde de l'Europe continentale a augmenté d'environ 30 à 40 % par rapport au niveau d'avant-guerre ; par contre, la production effective est inférieure à celle de 1913.

Cette disproportion entre la capacité de production et la production réelle a provoqué une violente concurrence sur le marché mondial. Alors que le marché intérieur de ces pays était protégé soit par des droits de douane élevés, soit par la dépréciation monétaire, la répercussion exercée par la surproduction s'est manifestée sur les prix en Angleterre où les prix, de l'acier avant la grève n'étaient que d'environ 20 % plus élevés qu'en 1913, malgré un indice du commerce de gros de 150.

Cela ne signifie pas du tout que les exportations étaient déficitaires, étant donné qu'au moyen de modifications techniques on avait obtenu une forte réduction du coût de production. Mais en tout cas, la possibilité existait de justifier, par avance, devant l'opinion publique l'augmentation des prix qui aurait été la conséquence de la constitution du cartel international.

La disproportion existant entre la capacité de production et la production réelle n'est pas la même dans tous les pays. C'est en Angleterre qu'elle est la plus élevée, où, d'après les données de la Fédération de l'industrie métallurgique anglaise, en avril 1926, la capacité de production du fer n'était utilisée que jusqu'à concurrence de 54 % et dans l'industrie de l'acier de 60 %. En Allemagne, la production s'élève à 70 % seulement de la capacité de production de l'industrie après l'amélioration obtenue au cours des derniers mois. Pour le mois de novembre, on a décidé d'utiliser jusqu'à concurrence de 80 % les contingents de la Fédération de l'acier. Cette situation de l'industrie allemande de l'acier se reflète dans toute la structure du cartel international.

Les industriels du fer et le gouvernement

La conclusion du cartel international de l'acier montre avec une netteté particulière le fait que l'appareil d'Etat des pays bourgeois avec tous ses ministères, ses parlements. etc., n'est qu'un organe d'exécution de la bourgeoisie. D'après des nouvelles concordances, l'accord international contient toute une série de clauses douanières qui devront être intégrées dans le traité commercial franco-allemand. D'autre part, il est tout à fait clair que les négociations franco-allemandes en vue de la conclusion d'un traité de commerce n'ont précisément donné aucun résultat depuis plusieurs années, que parce que l'industrie lourde allemande et française n'ont pas réussi à se mettre d'accord. Il sera intéressant de constater comment le parlement allemand et français proclameront ponctuellement comme loi des Etats démocratiques ce qu'auront décidé entre eux les industriels français et allemands comme droit privé international.

Les partisans de la S. d. N. et les social-démocrates veulent soutenir de l'autorité de la S. d. N. les accords privés de l'industrie lourde de l'Europe continentale. Le Comité central de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam a décidé de demander la participation de la classe ouvrière au contrôle de l'activité du cartel international de l'acier, ce qui a été naturellement refusé par la bourgeoisie. La bourgeoisie allemande traita cette proposition de « simple exagération », l'industrie lourde la traita poliment de « superflue » étant donné que là concurrence subsiste entre les pays et entre les différents producteurs à l'intérieur de chaque pays.

Dans *l'Usine* du 2 octobre 1926, Loucheur qui, dans certains cas, est le porte-parole des réformistes français, demande l'enregistrement de l'accord sur le cartel de l'acier et de tous les autres accords analogues à la S. d. N. Cette demande s'inspire de la ligne du surimpérialisme de Kautsky, de l'idée qu'un capitalisme pacifique est possible au moyen de la constitution de cartels internationaux et d'accords pacifiques entre les différents pays, sous l'égide de la S. d. N.

A cela, M. François de Wendel, le grand industriel lorrain a répondu ces jours-ci qu'avant la guerre également, il existait un accord entre la métallurgie française et la métallurgie allemande et que cet accord n'a pas empêché la guerre.

De Wendel est une autorité dans ces questions. Les deux frères qui avaient en commun de grandes usines métallurgiques en Lorraine se séparèrent sur la question [du] patriotisme : l'un fut député au Reichstag allemand, l'autre au Parlement français. Quand la Lorraine fut annexée à la France, l'ancien député allemand devint à son tour patriote français.

Les tentatives de Loucheur et de la social-démocratie en vue d'attribuer une influence pacifique à la conclusion de cartels internationaux ne sert que les intérêts de l'industrie lourde allemande.

La structure du Cartel international de l'acier

Les renseignements sur la structure du cartel international de l'acier sont tirés des journaux et des revues. Il n'existe aucune certitude que les accords conclus répondent aux renseignements qu'on en donne et il est même certain que, d'un certain point de vue, ils n'y répondent pas. C'est ainsi qu'on déclare que le contrat de cartel ne contient aucun accord sur les prix. Peut-être le texte du contrat ne contient-il aucun accord sur les prix, mais cela n'empêche pas que les prix ont déjà augmenté. Les bavardages concernant le maintien de la libre concurrence à l'intérieur du cartel, n'ont manifestement d'autre but que de tromper l'opinion publique. Avec cette réserve, nous pouvons représenter comme suit la construction du cartel :

La production des cinq contractants, l'Allemagne, la France, la Belgique, le Luxembourg et le territoire de la Sarre est fixé en un certain pourcentage de la production totale, variant d'après l'importance de la production totale.

Avec une production de début de 27.528.000 tonnes, la répartition entre les cinq pays contractants serait la suivante :

Pays	Pourcentage	Production actuelle
Allemagne	42,7	40,8
France	30,8	30,4
Belgique	12,56	12,5
Luxembourg	8,15	8,0
Territoire de la Sarre	5,72	8,3
[total]	100	100

Si la production totale s'élevait à 30,6 millions de tonnes, la répartition des contingents entre les différents pays serait la suivante :

Allemagne	43,3 %
France	31,2 %
Belgique	11,4 %
Luxembourg	8,3 %
Territoire de la Sarre	5,8 %
[total]	100 %

Le maintien de la participation de chaque pays contractant dans les limites fixées par le Cartel est garanti par tout un système compliqué d'accord. Pour chaque tonne de production, il serait versé un dollar dans une caisse de compensation. Au cas où chaque pays aura observé strictement le quantum prévu, il recevra à la fin de l'année la somme payée par lui. Si l'un des pays contractants dépasse le quantum fixé, il devra payer à la caisse de compensation une amende de quatre dollars pour chaque tonne produite au-dessus du quantum fixé.

Si l'un des pays contractants reste au-dessous de son quantum, il recevra pour chaque tonne non produite une prime de deux dollars. A la fin de l'année, les primes sont réparties au prorata des quantités non produites, et le reste réparti également selon la cote à tous les pays contractants.

Le sens de cet accord est le suivant : on suppose que le coût de production d'aucun pays n'est à ce point inférieur au prix du marché mondial (à supposer qu'il ne réussisse pas à dominer le marché mondial, en raison de la participation de l'Angleterre et des Etats-Unis) que, malgré le paiement de l'amende prévue de quatre dollars, il lui serait encore possible de tirer profit d'une production dépassant le quantum fixé. Nous avons déjà vu plus haut que ce calcul n'est pas tout à fait exact et que l'industrie lourde allemande pense dès à présent dépasser fortement son quantum, malgré l'amende prévue des quatre dollars.

La prime de deux dollars par tonne de production au-dessous du quantum fixé pourrait avoir pour résultat la fermeture d'usines. Pour l'empêcher, le cartel prévoit que la quantité non produite au-dessous du quantum fixé ne pourra pas dépasser 10 %. Si la quantité produite par l'un des pays contractants est inférieure de plus de 10 % au quantum fixé, il ne recevra au cours de la première année qu'une prime pour 10 % du quantum, et si cette situation se prolonge, les primes diminueront de 20 % chaque année, de telle sorte qu'elles cesseront complètement d'être versées au bout de la cinquième année.

D'après les communications les plus récentes, le cartel pourra être dénoncé trois mois d'avancé :

1° Si la participation des pays contractants à l'ensemble de la production européenne est de 5 % inférieure à la cote de 1926 ;

2° Si l'ensemble du contingent au cours d'un semestre est inférieure à 13,25 millions de tonnes.

Outre ces accords généraux, le cartel contient des accords spéciaux entre l'industrie lourde allemande et l'industrie française. Comme on le sait depuis longtemps, l'association allemande de l'industrie de l'acier achète un certain pourcentage ou une quantité fixe de produits de l'industrie lourde de Lorraine exportée en Allemagne. On avait décidé précédemment que l'on ne prélèverait sur ces quantités que la moitié du montant des droits de douane et que l'autre moitié serait payée par les industriels allemands. Aujourd'hui, on a décidé que la totalité des droits de douane serait versée par les industriels français.

Un autre point de l'accord décide que comme contrepartie, les droits de douanes françaises sur les produits de fer manufacturés particulièrement sur les machines, seront réduits conformément à la demande allemande. On a décidé que les droits de douanes allemands sur le fer et l'acier ne devraient pas être augmentés. Le traité contient le passage suivant : « Au cas où l'Allemagne déciderait d'augmenter ses tarifs de douanes sur les produits d'acier, l'accord pourrait en tout temps être dénoncé par chacune des parties contractantes trois mois à l'avance, chaque partie contractante

repreuant sa complète liberté d'action auprès de son gouvernement en ce qui concerne les questions douanières. »

Nous voyons par conséquent que le cartel intervient énergiquement dans toutes les questions de politique douanière. Le président du nouveau cartel Mayrisch a déclaré nettement : « Le cartel de l'acier n'est pratiquement réalisable que si le traité de commerce franco-allemand est conclu. »

L'importance du nouveau cartel international découle du fait que pour un contingent de 30 millions de tonnes, le chiffre d'affaires annuel pour un prix de cent marks environ par tonne, s'élèverait à 3 milliards de marks. Les paiements à la caisse de compensation s'élèveraient dans ce cas à 30 millions de dollars au moins. En cas d'élévation des prix de 10 % seulement, cela signifie une augmentation des bénéfices de 300 millions de marks par an.

L'adhésion des petits pays producteurs d'acier : Tchécoslovaquie, Autriche, Pologne, Hongrie, n'a pas encore été réalisée d'une façon formelle, mais elle est assurée. Ces pays recevront manifestement un quantum adapté à leur production réelle.

Les consommateurs du fer et le cartel international

L'augmentation des prix du fer et de l'acier qui se produira inévitablement à la suite de la conclusion du cartel, atteindra en tout premier lieu l'industrie de la transformation du fer. Etant donné que l'existence du Cartel international dépend de l'exécution par les différents Parlements de certaines clauses douanières, il a été nécessaire de conclure un accord préliminaire avec l'industrie de transformation du fer, en vue d'empêcher une violente opposition de sa part. En Allemagne, cet accord a été conclu dès le 20 mai 1926 et publié le 5 octobre au lendemain de la conclusion du cartel international. Les principaux points de cet accord sont les suivants :

1. — Les accords ne devront pas avoir pour résultat d'augmenter les prix intérieurs des syndicats allemands, mais l'industrie de transformation du fer ne renonce pas, malgré l'observation de cet accord, à tirer un profit modéré de la situation générale qui en résultera.

2. — En vue d'assurer la répercussion — considérée de tout temps comme nécessaire — des accords internationaux privés, sur les traités commerciaux entre Etats, les deux industries sont d'accord pour que l'approbation par le gouvernement allemand des accords privés de l'industrie du fer dépende de l'intégration dans le traité commercial franco-allemand de telles concessions du côté français pour les exportations de l'industrie allemande de transformation du fer permettant des possibilités favorables d'exportation en France.

3. — Le trust allemand de l'acier s'engage, en outre, au moyen d'un accord particulier avec l'Association de l'industrie allemande de transformation, du fer de ne pas dépasser sa participation actuelle à l'industrie du fer. Le trust de l'acier renonce à une pénétration systématique dans les branches de l'industrie du fer (construction de trusts verticaux). On renonce, par conséquent, à la création, au-delà des limites existantes, d'usines de transformation des produits fabriqués tout en maintenant les usines de fabrication de machines existant au sein du trust de l'acier, la participation du trust de l'acier à la production totale de l'industrie de transformation du fer ne devant pas être dépassée.

4. — Dans ces conditions, l'industrie de transformation du fer n'a pas l'intention de demander une modification des tarifs douaniers allemands actuels, tant que ces tarifs douaniers

seront indispensables pour l'industrie de transformation du fer, comme étant la base de ces négociations internationales.

Le sens de ces accords est le suivant : l'industrie de transformation du fer se déclare d'accord avec le maintien des droits de douane élevés sur les produits de fer, mais elle reçoit de l'acier au prix du marché mondial sur ces exportations. L'industrie lourde française garantit à l'industrie mécanique allemande le principe de la nation la plus favorisée. Le trust de l'acier promet à l'industrie de transformation du fer de ne pas étendre au-dessus de la quantité actuelle sa participation à l'industrie de transformation du fer. Le résultat de ces accords est une entente pour l'exploitation du marché intérieur par l'industrie lourde et l'industrie de transformation. Des accords semblables ont dû être conclus entre l'industrie lourde et l'industrie de transformation françaises. Dans la mesure où nous pouvons nous en rendre compte dès à présent d'après la presse française, la résistance de l'industrie française de transformation du fer qui s'est manifestée dans l'Usine a cessé.

Le Cartel de l'Acier, l'Angleterre et l'Amérique

L'attitude de l'industrie anglaise de l'acier vis-à-vis de la conclusion du cartel international n'est pas très claire. C'est un fait que le cartel international est disposé à faire entrer l'Angleterre dans le cartel et fait tous ses efforts dans ce but. L'aile libérale de la bourgeoisie anglaise est d'avis que la constitution du cartel international et l'augmentation des prix du marché mondial pour les produits de fer qui en découlera inévitablement augmenteront les chances de l'industrie métallurgique anglaise sur le marché mondial. En particulier, on montre que ni la Constitution du trust américain de l'acier, ni celle du syndicat allemand de charbon, n'ont permis à ces puissantes organisations d'obtenir une situation dominante sur le marché mondial. Elles n'ont pas été non plus en état de diminuer les exportations de l'industrie anglaise du charbon et du fer. Par contre, il existe un autre point de vue exprimé, par exemple, dans le Times, selon lequel il serait nécessaire que les chefs de l'industrie lourde anglaise réfléchissent à la position qu'ils doivent prendre. Naturellement, l'entrée de l'industrie lourde anglaise dans le cartel international ne serait possible qu'après une cartellisation préliminaire de cette industrie dans le pays même.

Autant qu'on puisse en juger actuellement d'après la presse, la bourgeoisie américaine observe, vis-à-vis de la constitution du Cartel de l'Acier, une attitude de neutralité bienveillante. A ce sujet, il faut tenir compte de deux faits : 1^o les exportations de fer et d'acier d'Amérique ne représentent qu'une partie infime des débouchés intérieurs ; 2^o le capital américain participe pour une part considérable à l'industrie lourde allemande et participera probablement également, dans un avenir prochain, à l'industrie lourde française. Rien que dans le trust allemand de l'acier, la participation américaine est de 500 millions de marks.

D'autre part, il existe, dans certains territoires de débouchés, tels que l'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud, une violente concurrence entre l'industrie américaine et européenne. Etant donné que la production des Etats-Unis dépasse de 50 % la production métallurgique de l'Europe, il peut se produire, en cas d'une longue période de dépression en Amérique, un renforcement des exportations américaines, ce qui aurait pour résultat d'ébranler fortement les bases du Cartel européen de l'Acier.

La production métallurgique en Europe

Nous donnons ci-dessous un tableau de la production des principaux pays producteurs de fer et d'acier.

Production du fer (en milliers de tonnes)

Moyenne mensuelle	Angleterre	Belgique	France	Allemagne	Luxembourg	Etats-Unis
1919	869	207	756	910	212	2 601
1923	630	182	442	411	117	3 392
1924	620	234	638	651	181	2 634
1925	528	212	706	848	195	3 082
Avril 1926	548	288	768	668	197	3 505
Mai 1926	89	300	783	736	195	3 537
Juin 1926	46	295	778	720	211	3 287
Juillet 1926	18	307	792	768	211	3 275
Août 1926	14	»	814	850	»	3 247

Production de l'acier (en milliers de tonnes)

Moyenne mensuelle	Angleterre	Belgique	France	Allemagne	Luxembourg	Etats-Unis
1913	649	205	581	981	101	2 364
1923	719	190	415	525	100	3 682
1924	696	238	576	820	157	3 083
1925	626	201	618	1 016	174	3 741
Avril 1926	672	268	683	869	181	4 190
Mai 1926	46	272	667	201	170	4 009
Juin 1926	35	298	694	917	190	3 811
Juillet 1926	33	296	718	1 022	192	3 710
Août 1926	52	»	712	1 141	»	»

VI. — LA RECOLTE MONDIALE

Nous possédons déjà les statistiques de la récolte de l'hémisphère septentrional. Le résultat peut être résumé de la manière suivante :

La récolte de céréales de l'Europe, froment et seigle, non compris l'Union soviétiste, est inférieure de 51 millions de doubles quinaux, soit de 10 % à la récolte de l'année dernière. Par contre, la récolte de l'Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada) est de 40 millions de doubles quinaux supérieure à celle de l'année dernière. La récolte du froment de l'ensemble de l'hémisphère septentrional est de 20 millions de doubles quinaux supérieure à celle de l'année dernière et la récolte du seigle est inférieure de 27 millions de doubles quinaux. Etant donné l'imprécision des statistiques sur la récolte, on peut dire d'une façon générale que la récolte de cette année est égale à celle de l'année dernière, d'autant plus que la récolte de l'Union Soviétiste est un peu plus élevée que celle de l'an passé.

Le tableau suivant indique la répartition de la récolte d'après les différents continents :

Récolte de froment (en millions de doubles quinaux)

	1925	1926
Europe (23 pays)	287,6	268,5

Amérique du Nord (2 pays)	293,0	337,0
Hémisphère septentrional (35 pays).	703,0	724,0

Les chiffres qui précèdent ne contiennent pas les résultats de la récolte en France. Celle-ci est de 23 millions de doubles quintaux inférieure à celle de l'année dernière, d'où une diminution totale de 40 millions de doubles quintaux (sans l'Union Soviétique).

Production du seigle (en millions de doubles quintaux)

	1925	1926
Europe (21 pays)	222	190
Amérique du Nord (2 pays)	16,16	14
Hémisphère septentrional (20 pays).	238	204

Il manque les statistiques concernant les récoltes en France et au Danemark.

Production de l'orge (en millions de doubles quintaux)

	1925	1926
Hémisphère septentrional	239	227

Production de l'avoine (en millions de doubles quintaux)

	1925	1926
Hémisphère septentrional	483	421

En Europe se sont produites des modifications importantes. L'Italie et la France ont une récolte beaucoup plus mauvaise qu'en 1925. Celle de l'Italie a été inférieure de 10 millions de doubles quintaux de froment. Les statistiques françaises définitives ne sont pas encore publiées. Mais d'après une estimation provisoire, la récolte a été inférieure d'au moins 23 millions de doubles quintaux par rapport à l'année dernière. La récolte de froment des autres pays ne manifeste aucune modification importante.

La mauvaise récolte et l'effort en vue d'éviter des dépenses pour l'achat de produits alimentaires a abouti en France, en Italie et en Belgique à l'introduction obligatoire du pain de guerre. Il est interdit de cuire du pain de froment pur. On a décidé d'ajouter au froment une certaine quantité de seigle ou d'autre farine.

Le mouvement des prix des produits agricoles a été un mouvement descendant au cours des derniers mois pour le froment, l'orge et l'avoine, particulièrement sur les marchés américains où les prix étaient élevés par suite de la mauvaise récolte de l'année dernière.

Mouvement du prix des céréales au cours des derniers mois

(en franc-or par doubles quintaux)

Au début du mois	Froment	Seigle	Orge _	Avoine	Maïs
Juin 1926	29,56	17,34	14,11	14,84	13,91
Juillet 1926	26,52	18,87	14,03	14,80	13,76
Août 1926	26,49	20,10	15,83	14,17	14,38
Septembre 1926	24,90	18,77	12,38	13,91	14,02

Le tableau suivant montre le mouvement des prix au début du mois de septembre, par conséquent sur la base des statistiques de la récolte au cours des quatre dernières années, comparé avec la période d'avant-guerre.

Prix des céréales en franc-or par double quintal

	Moyenne 1913	Sept. 1923	Sept. 1924	Sept. 1925	Sept. 1926
<i>Froment</i>					
Winnipeg	16,76	21,65	25,80	29,90	27,73
Chicago	17,19	20,04	23,92	29,94	24,90
Liverpool	20,90	25,15	30,26	32,15	30,99
Minneapolis	11,55	13,06	17,85	17,85	18,77
Berlin	20,51	---	22,39	21,24	25,31
<i>Seigle</i>					
Winnipeg	10,95	11,85	20, S9	16,43	14,07
Chicago	12,14	14,28	17,38	15,47,	12,38
Londres	15,18	17,43	25,48	21,37	19,46
<i>Avoine</i>					
Winnipeg	11,43	15,33	19,03	17,91	16,37
Buenos-Aires	12,08	13,23	17,12	17,29	13,91
Londres	15,57	17,15	19,78	21,50	17,31
<i>Maïs</i>					
Chicago	13,11	18,26	24,43	20,61	16,07
Buenos-Aires	11,48	15,01	18,48	18,95	14,02
Londres	14,19	18,16	21,77	21,77	17,14

Ce tableau montre que :

1° Les prix se maintiennent, à l'exception du seigle dont la récolte en Allemagne et en Pologne (principaux pays producteurs de seigle en dehors de l'Union Soviétique) a été très faible, plus faible que l'année dernière.

2° La différence entre les prix des marchés d'exportation et d'importation a augmenté, ce qui est la conséquence de l'élévation du fret dû à la grève des charbons anglais. C'est ainsi que le fret de la Plata en Europe est passé de l'année dernière à l'année courante de 15 à 35 marks par quarter, soit une augmentation de 20 marks.

3° Les prix allemands sont actuellement relativement plus élevés par suite de l'augmentation des droits de douanes sur les céréales et du rétablissement du système des licences d'exportation, ce

qui permet aux agrariens allemands de maintenir, à l'aide des droits de douanes, les prix du seigle au-dessus du niveau du marché mondial, malgré l'existence d'un excédent d'exportation.

4° Par suite de l'action du trust canadien, les prix du froment ont une tendance à l'augmentation.

D'après les renseignements fournis à l'Assemblée générale du trust du froment de la province canadienne de Manitoba en août dernier, on a constaté que le trust compte dans les trois provinces canadiennes productrices de froment 127 000 membres fermiers. La quantité de froment traité par l'organisation a augmenté de 48 % en un an et représente actuellement environ 80 % de l'ensemble de la quantité traitée.

Etant donné que le Canada est le plus grand fournisseur de froment du marché international, le trust canadien exerce une tendance à l'augmentation des prix.

Le trust canadien fait des efforts énergiques en vue de décider les fermiers des autres pays à constituer une association analogue ; c'est ainsi que les Canadiens ont envoyé sur demande des personnes chargées d'organiser un trust du froment en Australie. En mars 1927 se réunira à Kansas City un Congrès convoqué par le trust canadien et par l'organisation des fermiers américains en vue de la formation d'un trust mondial du froment. Des invitations ont été envoyées en Australie, en Argentine, dans l'Inde et même en Russie. Quelques-uns de ces plans exigeront encore quelque temps avant d'être réalisés, mais c'est un fait que la tendance au groupement des producteurs exportateurs de céréales existe.

Par contre, l'Office agricole américain annonce que d'après les dernières nouvelles, les fermiers américains se proposent de semer cet automne 14,3 % de plus de froment et 17,4 % de plus d'orge qu'en automne 1925, mais il est possible que cela soit une des manœuvres ordinaires du gouvernement en vue d'empêcher les fermiers d'augmenter leurs cultures.

VII. — ANGLETERRE

Nous avons, dans notre dernier rapport, montré que le principal problème de l'économie anglaise était la contradiction entre l'existence en Angleterre d'un grand revenu provenant de la rente et d'une aristocratie ouvrière. Le capital industriel anglais n'est pas en état, dans les conditions nouvelles, ni de payer la part des rentiers, restée entière par suite de l'absence de toute inflation, à la valeur annuelle de la production, ni de maintenir la classe ouvrière anglaise au niveau d'une aristocratie ouvrière. La lutte des mineurs est une tentative de solution de cette contradiction. Le capital anglais se voit obligé, s'il ne supprime pas, au moyen d'une inflation, le revenu des rentiers, de rabaisser les conditions d'existence de la classe ouvrière au niveau et même au-dessous de celles des ouvriers des pays de l'Europe continentale.

La lutte des mineurs a pour objet de résoudre la question de savoir s'il faut accorder aux ouvriers un salaire honorable ou s'il faut assurer aux industriels un bénéfice correspondant. C'est cela qui différencie les vieux et les jeunes leaders des Trade-Unions. Les anciens leaders syndicaux, ceux de droite comme ceux de gauche, sont habitués à considérer comme point de départ de leur tactique syndicale la sécurité d'un bénéfice convenable du capital. Les revendications de salaires ont été de tout temps adaptées à la situation de l'industrie. On examinait si l'industrie ou la branche d'industrie en question était, dans la situation donnée, en état ou non de payer des salaires plus

élevés. Sur la base de cette tactique, la lutte des mineurs était perdue d'avance, étant donné que l'industrie houillère anglaise ne peut pas satisfaire les revendications de la classe ouvrière et est obligée d'aggraver les conditions de travail des ouvriers. La trahison systématique des leaders ouvriers anglais, tels que Hodge, Varley, Spencer, comme aussi celle du Conseil général, s'explique par cette idée qu'on ne peut pas dépasser les cadres du mode de production capitaliste.

C'est ce qui explique pourquoi les mineurs, dans leur lutte qui dure depuis plus de six mois, ont été systématiquement abandonnés et trahis par les leaders du mouvement ouvrier anglais. Au moment où le sort d'un million d'ouvriers est en jeu, Mac Donald entreprend un voyage au Sahara ; Henderson, un voyage d'informations parlementaires en Australie ; Hicks, le nouveau président du Conseil syndical, un voyage en Amérique, et Purcell, un voyage au Mexique. Malgré cette trahison systématique, les mineurs tiennent encore, et l'on ne peut prévoir quelle sera l'issue de la lutte, si les capitalistes ne sont pas disposés à faire des concessions.

La crise économique en Angleterre

Les conséquences économiques de la grève des mineurs ressemblent aux conséquences d'une violente crise économique. La revue conservatrice *Statist*, du 14 août 1926, contient une bonne description de la situation générale

« L'ensemble des articles spéciaux que nous publions aujourd'hui fournit un tableau mélancolique de l'état de l'industrie et du commerce britannique. Les constructions navales, la navigation maritime, la production du fer et de l'acier, l'industrie du coton, de la laine et l'industrie des fibres, tout comme l'industrie houillère, ces industries auxquelles la Grande-Bretagne doit son existence de grande nation commerciale, sont tombées au niveau de la plus extrême inactivité. On manque de combustible et de commandes. Si l'on reçoit des commandes, les prix ne permettent pas en général des bénéfices et elles ne sont acceptées, que pour aider au paiement des frais généraux. Le chômage, complet ou partiel, règne partout. Le capital fixe se déprécie. Le capital circulant, le sang du commerce, est gelé par suite de la stagnation du commerce. Les ouvriers perdent leurs salaires. Les propriétaires d'actions, dispersés; dans toutes les classes de la nation, ne reçoivent plus leurs dividendes. C'est ainsi que la capacité de consommation de la population a diminué, ce qui a des répercussions inévitables sur la production. Il n'est pas rare d'entendre des directeurs d'industries déclarant qu'ils ne se rappellent pas une époque dans laquelle les affaires ont été plus mauvaises qu'à présent. »

Le Révérend Père Inge, directeur de l'église Saint-Paul, à Londres, s'exprime d'une façon encore plus pessimiste, non seulement sur la situation, actuelle, mais sur l'avenir économique et politique de l'Angleterre, dans un livre nouvellement paru et intitulé *Angleterre*. Il écrit, entre autres :

« L'hégémonie navale anglaise touche à sa fin et avec elle l'instrument grâce auquel nous avons construit et maintenu l'Empire. La puissance maritime dépend avant tout de la richesse nationale. Nous ne sommes plus suffisamment riches pour construire des navires contre tous nos rivaux possibles. Le rêve d'une Fédération de toutes les nations de l'Empire, qui a de tout temps séduit les Anglais, est irréalisable. Si nous étions attaqués à l'avenir par une coalition européenne, il est probable que les Etats-Unis nous abandonneraient à notre sort, à moins que nous ne soyons attaqués par une armée noire... C'est pourquoi il est peu probable

que notre position de puissance mondiale, qui a été rendue possible par toute une combinaison de circonstances, qui n'agissent plus de la même façon qu'autrefois, se maintiendra longtemps encore ».

En ce qui concerne les pertes subies par l'économie anglaise, il est difficile de les évaluer. A ce sujet, il existe plusieurs sortes d'appréciations :

	En millions de livres sterling
<i>Statist</i> , jusqu'à fin septembre	190
<i>Westminster Bank Review</i> , sur la base de la diminution du nombre des ouvriers	270
Sir Hugh Bell	540
Fed. of Trade	300
Runciman	315

Nous pensons que tous ces calculs ont, pour des raisons toutes naturelles, tendance à évaluer les frais de la grève au-dessous de la réalité. Cela fait partie de la tactique de la bourgeoisie dans sa lutte contre la classe ouvrière. Nous pensons que même la plus haute estimation faite par Sir Hugh Bell, de 3 millions de livres sterling par jour, est encore très inférieure à la réalité.

Les chiffres des chômeurs sont, d'après les statistiques du ministère du Travail, les suivants :

Mois	Nombre des chômeurs	Pourcentage
Août 1925	1 440 628	12,1
Avril 1926	1 093 829	9,2
Mai 1926	1 719 379	14,5
Juin 1926	1 751 133	14,7
juillet 1926	1 737 260	14,6
Août 1926	1 684 507	14,2
Septembre 1926	1 660 000 (1)	-

(1) Chiffre approximatif

Ces chiffres ne comprennent pas les mineurs en grève. Il est impossible de dire non plus s'ils comprennent les ouvriers du textile, qui travaillent actuellement une semaine sur trois. Il existe, en outre, un grand nombre de pauvres, en dehors des familles des mineurs, qui reçoivent bien l'allocation aux pauvres, mais qui, comme l'indiquent les chiffres ci-dessus, ne sont pas compris dans les statistiques. Le nombre des pauvres recevant l'allocation était au mois de juin de 1 099 000 et au mois d'août 1 103 000. Si nous groupons les chômeurs, les mineurs, les pauvres et les ouvriers occupés une partie seulement de leur temps, nous constatons que la moitié au moins de la population ouvrière de l'Angleterre, c'est-à-dire près de la moitié de la population totale, vit dans la misère la plus pénible.

De toutes les différentes branches d'industries, c'est l'industrie lourde qui, en dehors de l'industrie houillère, a le plus souffert. La production du fer et de l'acier est, pour ainsi dire, inexistante, comme l'indiquent les chiffres suivants :

PRODUCTION DE FER ET D'ACIER (Mille tonnes)

	Fer	Acier
Moyenne mensuelle 1925	528	626
Moyenne mensuelle Premier trimestre 1926	543	721
Avril 1926	548	672
Mai 1926	90	46
Juin 1926	42	35
Juillet 1926	18	33
Août 1926	14	52
Septembre 1926	12,5	96

Naturellement, ce sont les industries travaillant le fer qui sont touchées le plus durement par la pénurie de charbon et de fer. Quelques-unes travaillent avec des matières premières et du charbon importés de l'étranger, ce qui, naturellement, ne permet une production rentable que tout à fait exceptionnellement.

L'industrie textile est également très durement touchée. Etant donnés les prix élevés du charbon, qui s'élèvent au triple des prix normaux, la production est déficitaire dans la plupart des cas. C'est pourquoi on a décidé, au début d'octobre, de ne travailler qu'une semaine sur trois. Cet accord n'a pas été partout observé. C'est dû manifestement à la forte diminution des prix du coton américain, ce qui a décidé les fabricants de coton à se débarrasser de leurs vieilles réserves, même à perte.

Le commerce extérieur de l'Angleterre a été durement touché par la grève des mineurs. Au cours des neuf premiers mois de l'année, le commerce extérieur a été le suivant par rapport aux neuf premiers mois de l'année précédente :

	En millions de livres	
	1925	1926
Importations	1 965,5	1 905,4
Exportations de produits britanniques	579,3	495,9
Réexportations	112,9	92,7
Excédent des importations sur les exportations	273,4	316,7

Ces chiffres n'ont pas besoin de beaucoup de commentaires. Il faut remarquer qu'il s'est produit de fortes modifications dans la composition des importations et des exportations. Les exportations de charbon qui ont été au cours de la période mai-septembre 1925, de 20 millions de tonnes par mois, ont été réduites à 1,5 millions de tonnes. Par contre, on importe actuellement près de 4 millions de tonnes de charbon par mois, le prix de ce charbon importé étant incomparablement plus élevé (près du triple) que le prix que les Anglais reçoivent ordinairement pour le charbon qu'ils exportent à l'étranger. Le caractère fortement passif du commerce extérieur (l'excédent des importations sur les exportations a été de 317 millions de livres sterling au cours des neuf premiers mois de l'année 1926), montre que l'Angleterre est obligée de vivre sur ses capitaux étrangers.

Dans le domaine financier, les conséquences de la grève se manifestent avant tout dans une aggravation considérable de la situation du budget. Au cours du premier semestre de l'exercice courant, qui commence en avril, il y a eu un déficit de 62 millions de livres sterling. Le premier

semestre se termine toujours en Angleterre par un déficit (36 millions pour l'année dernière) parce que les impôts ne sont payés qu'à la fin de l'année. Cependant, le déficit de cette année dépasse de 26 millions le déficit de l'année dernière et il ne fera certainement qu'augmenter. Il faut souligner, en outre, que la Banque d'Angleterre a été obligée, ces dernières semaines, de jeter sur le marché de grandes quantités d'or pour maintenir la parité de la livre sterling. Etant donné qu'en automne commence pour l'Angleterre la saison des grands achats de produits alimentaires et de matières premières, il est à prévoir que la Banque d'Angleterre devra continuer à vendre de grandes quantités d'or pour empêcher la baisse de la livre.

La situation de l'Angleterre, de l'économie anglaise et de l'Etat anglais est plus considérablement affaiblie par la grève des mineurs que ne veulent l'avouer les capitalistes.

La puissance de la métropole par rapport aux Dominions s'affaiblit de jour en jour, ce qui apparaît déjà au cours des débats de la conférence de l'Empire britannique.

VIII. — LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE

La période de prospérité a continué aux Etats-Unis au cours des derniers mois. Le célèbre Institut statistique Babson caractérise de la façon suivante la situation générale en septembre : « Nous traversons actuellement une période de prospérité extraordinaire. La production a atteint un niveau qui dépasse les records de la période de guerre. Les possibilités de travail sont considérables, et il existe une capacité d'achat suffisante pour motiver une certaine période de prospérité ».

Le tableau suivant montre les principales caractéristiques générales de la période de prospérité actuelle :

Mois	Indice de production industrielle	Indice de degré d'occupation des ouvriers	Wagons chargés dans la dernière semaine du mois (en 1 000 tonnes)	Nouvelles commandes de construction (en millions de dollars)
Août 1925	109	93,9	1 024	611
Avril 1926	123	96,4	968	571
Mai 1926	117	95,5	1 081	550
Juin 1926	118	95,1	1 062	548
Juillet 1926	118	93,5	1 103	601
Août 1926	116	94,4	1 126	»

Nous constatons toujours à nouveau le retard du degré d'occupation des ouvriers par rapport à la production. Depuis 1919, année de base de l'indice, la production a augmenté de 19 %, tandis que le nombre des ouvriers occupés dans l'industrie a diminué de 6,5 %. Cela signifie, si ces chiffres ont une valeur que, malgré la période de prospérité générale, il doit y avoir un chômage permanent aux Etats-Unis. Ce fait est confirmé par une enquête spéciale de l'Office du travail à Colombo, ville de l'Etat d'Ohio, aux termes de laquelle il y avait, au cours de la période 1921-1925, 8,4 % de chômeurs complets, 9,3 % de chômeurs partiels et 82,3 % d'ouvriers complètement occupés.

Production des principales branches d'industrie

Mois	Fer	Acier	Automobiles	Consommation de coton
	(1 000 tonnes)		(1 000 p.)	(1 000 bal.)
Août 1925	2 704	3 424	216	449
Avril 1926	3 450	4 123	384	576
Mai 1926	3 481	3 945	373	517
Juin 1926	3 235	3 751	340	519
Juillet 1926	3 223	3 651	316	416
Août 1926	3 200	4 005	379	501

Ces chiffres indiquent une forte augmentation de la production par rapport aux mêmes mois de l'année précédente, à l'exception du charbon. Il semble que la grève des mines anglaises n'ait exercé aucune répercussion sensible sur la production américaine du charbon.

Mois	Commandes du trust de l'acier (En 1 000 tonnes)	Hauts-fourneaux en activité
Août 1925	2 513	192
Avril 1926	3 870	237
Mai 1926	3 649	228
Juin 1926	3 479	220
Juillet 1926	3 603	216
Août 1926	3 542	213

Symptômes d'une prochaine aggravation de la situation économique

Quoique la situation économique de l'Amérique soit encore bonne, il se manifeste cependant certains symptômes d'une prochaine aggravation. L'activité fiévreuse de l'indus trie du bâtiment, l'un des pivots de la prospérité américaine, semble vouloir diminuer prochainement.

D'après les données de l'organe du ministère du Travail, le manque de constructions pendant la guerre a été réparé jusqu'à la fin de 1924. Jusqu'à la fin de 1925, la population a augmenté par rapport à l'année 1914 de 112 %, et les constructions de 124,5 %. Au cours de cette période de onze ans, on a fait pour 12,5 % plus de constructions que ne l'exigeaient les besoins normaux de la population. Cependant, le statisticien des questions de constructions, Dodge, considère comme probable que, s'il ne se produit aucune crise économique, le niveau actuel d'activité de l'industrie du bâtiment, s'élevant à 6 600 millions de dollars par an, se maintiendra du fait de l'augmentation des besoins de logements.

La récolte est, particulièrement en ce qui concerne le froment, considérablement meilleure que la récolte de l'année dernière. Même si les prix du froment et du maïs, les deux principaux produits, sont un peu plus bas que l'année dernière, il est probable que le rendement total de la récolte sera supérieur et que la capacité d'achat des fermiers sera augmentée. C'est un facteur favorable pour le maintien de la période de prospérité actuelle. La récolte des principales céréales été la suivante (en millions de doubles quintaux) :

Céréales	Moyenne 1920-24	1925	1926

Froment	227	181	228
Seigle	17,9	12,3	10,6
Orge	39,5	47,4	42,5
Avoine	192,1	219,5	183,4
Maïs	739	734	685

Nous voyons que la récolte est, à l'exception du froment, inférieure à celle de l'année dernière et à la moyenne des années 1920-24. Ce fait, ainsi que les bas prix des céréales, aggravent la situation des fermiers.

La baisse des prix inspire de grandes inquiétudes au monde des affaires américain. Depuis le début de l'année, les chiffres de l'indice des prix ont diminué d'une façon ininterrompue jusqu'au mois d'août. En tout, la diminution est de 7 à 10 %. Ce sont les produits agricoles et textiles qui ont diminué le plus fortement, tandis que les prix du combustible et des métaux, dont la production est fortement cartellisée, sont restés les mêmes. Ces dernières semaines, les prix du charbon ont un peu augmenté à cause de la grève anglaise. Il est rare qu'une bonne situation économique concorde avec la baisse des prix. Si l'on étudie la documentation concernant l'économie des Etats-Unis, on en arrive à ce résultat que deux facteurs principaux rendent possible, la standardisation des marchandises et la rapidité du mouvement des capitaux.

Les prix du coton ont subi une baisse catastrophique. Ils sont tombés à la moitié de la moyenne des cinq dernières années et au-dessous du niveau d'avant-guerre. La cause en est la succession de deux récoltes excellentes de coton. Au cours des dernières années, la récolte de coton a été la suivante (en millions de balles) :

1913	14,6
1914	16,7
1915-21	12,0
1922	10,4
1923	10,2
1924	13,6
1925	16,1
1926 (1 ^{er} octobre)	16,6 (approximatif)

En outre, les réserves de coton américain sont beaucoup plus considérables que l'année dernière. Elles se sont élevées au premier août aux quantités suivantes

1925	1,72 millions de balles
1926	2,64 millions de balles

La consommation intérieure américaine est de plus de 6 millions de balles par an. U' faut donc écouler 12 millions de balles sur le marché mondial.

La diminution rapide des prix du coton a suscité une grande émotion aux Etats-Unis et le gouvernement se hâte de venir en aide aux firmes de coton, pour faire remonter les prix du coton. Il se propose de constituer un trust du coton.

D'une façon générale, la situation des fermiers est un grave problème aux Etats-Unis. Tandis que les régions de l'Est connaissent une prospérité inouïe, les fermiers vivent, depuis 1920 dans des

conditions extrêmement difficiles. Trente-cinq millions d'hommes, soit un tiers de la population totale de l'Union sont obligés d'abaisser leur niveau d'existence. Etant donné que les prix des céréales sont inférieurs à ceux de l'année dernière, et que les prix du coton ont subi une baisse catastrophique, le mouvement des fermiers se renforce de jour en jour. En prévision des élections, on parle de nouveau d'une législation spéciale pour les fermiers, mais il est clair que l'Etat, dominé par la grande bourgeoisie, ne fera rien pour faire cesser l'exploitation des fermiers, par les chemins de fer, les banques, les spéculateurs sur les céréales. Quoique les fermiers ne soient pas dans une situation aussi pénible qu'en 1922-23, il existe cependant une grande disproportion entre l'enrichissement de la grande bourgeoisie industrielle de l'Orient et la situation difficile des fermiers de l'Ouest. Dans la mesure où la bourgeoisie américaine se transforme en une organisation d'exploitation du monde entier, et crée chez elle une aristocratie ouvrière, elle s'intéresse de moins en moins aux fermiers de l'Ouest. Seule, une organisation indépendante, telle que le trust de céréales du Canada, permettra aux fermiers américains d'améliorer leur sort.

Le mouvement du commerce extérieur fait prévoir une aggravation de la situation économique. Au cours des derniers mois, les Etats-Unis ont eu de nouveau un bilan fortement actif du commerce extérieur :

(En millions de dollars)

Mois	Exportations		Importations	
	1925	1926	1925	1926
Mai	371	357	328	321
Juin	323	338	325	336
Juillet	340	368	326	339
Août	380	386	340	336
Huit premiers mois de l'année	3 083	2 961	2 978	2 729

La répartition des exportations entre les différents pays au cours des sept premiers mois indique une forte diminution des exportations à destination de l'Europe par rapport à l'année dernière.

Exportations en millions de dollars

	1925	1926
Europe	1 427	1 168
Amérique du Nord	650	680
Asie	249	340
Autres continents	2 703	2 575

Particulièrement forte est la diminution des exportations à destination de l'Allemagne. Celles-ci sont passées de 252 à 152 millions. Il en est de même des exportations à destination de l'Italie et de l'Angleterre.

L'afflux d'or aux Etats-Unis a été, au cours des huit premiers mois, de 78 millions de dollars, tandis que l'exportation d'or dans la même période de l'année précédente a été de 142 millions de dollars.

Les exportations de capitaux ont augmenté par rapport à l'année dernière. Elles se sont élevées, au cours des huit premiers mois, aux sommes suivantes :

(En millions de dollars)

	1925	1926
Total des nouvelles émissions	4 077	4 349
Dont		
Prêts au Canada	73	102
Autres prêts à l'étranger	207	258
Actions d'entreprises étrangères	26	55
Prêts aux Etats étrangers	311	235
Emprunts municipaux canadiens	37	54
Prêts aux colonies américaines	4	8
Total des prêts à l'étranger	658	712

L'émission d'actions étrangères, qui était précédemment inconnue en Amérique, a doublé. Il est tout naturel qu'on s'inquiète en Europe de cette pénétration croissante du capital américain. Les sympathies que l'Amérique s'est acquise par sa participation à la guerre mondiale aux côtés de l'Entente ont disparu par suite du maintien des dettes de guerre. L'opinion publique européenne, qui a eu confiance dans les phrases de Wilson, qui a espéré que l'Amérique viendrait en aide à l'Europe, se rend compte maintenant que cette aide, conformément aux lois d'airain du capitalisme, signifie l'exploitation économique. Mais tant que l'Europe sera obligée de faire appel au capital américain, elle devra se résigner à l'extension de l'influence américaine, à l'exploitation par le capital américain. Les Etats-Unis sont en voie de progrès, l'Europe en voie de décadence.

Table des matières

SOMMAIRE	1
I — ASPECTS GENERAUX.....	2
1. — LE CHOMAGE, LA QUESTION DU LOGEMENT ET L'ETABLISSEMENT DES PRIX	3
2. — LES EFFETS DE LA GREVE ANGLAISE DU CHARBON SUR LA SITUATION ECONOMIQUE MONDIALE.....	5
3. — LES NOUVEAUX GROUPEMENTS INTERNATIONAUX.	8
LES REPARATIONS ET LES DETTES INTERALLIEES	8
Les versements des réparations s'élèvent à 1 500 millions de marks	9
Thoiry ou la mobilisation des obligations de chemins de fer.....	10
Les dettes interalliées et la vente des obligations de chemins de fer.	12
II. — LA SITUATION ECONOMIQUE DES PRINCIPAUX PAYS.....	13
I. — Allemagne.....	13
Le chemin du capitalisme allemand.	13
II. — POLOGNE	20
Le commerce extérieur.....	21
Finances	22
III. — FRANCE	23
La situation économique	27
IV. — ITALIE.....	28
La situation économique	29
V. — CONSTITUTION DE CARTELS INTERNATIONAUX	30
Production journalière par ouvrier	30
Les industriels du fer et le gouvernement.....	31
La structure du Cartel international de l'acier	32
Les consommateurs du fer et le cartel international	34
Le Cartel de l'Acier, l'Angleterre et l'Amérique	35
La production métallurgique en Europe	35
VI. — LA RECOLTE MONDIALE	36
VII. — ANGLETERRE	39
La crise économique en Angleterre.....	40
VIII. — LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE	43
Symptômes d'une prochaine aggravation de la situation économique	44